

8^o Artikel 17 des vorerwähnten Gesetzes, insofern er auf die freilebenden Tiere Anwendung findet; für nichtig.

2. Weist die Klage im übrigen zurück.

3. Erhält bis spätestens 31. Dezember 1989 die Auswirkungen des für nichtig erklärten Artikels 14 angesichts aller vor dem Tag der Veröffentlichung dieses Urteils auf Grund besagten Artikels erteilten Genehmigungen und festgesetzten Tarife und Entschädigungen aufrecht.

So ausgesprochen in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäss Artikel 124 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedsgerichtshof und Artikel 55 des Gesetzes vom 28. Juni 1983 über die Organisation, die Zuständigkeit und die Arbeitsweise des Schiedsgerichtshofes, in der öffentlichen Sitzung vom 31. Januari 1989.

Der Kanzler,
H. VAN DER ZWALMEN

Der Vorsitzende,
E. GUTT

F. 89 — 453

Arrêt

Numéro du rôle : 76

Arrêt n^o 2/89 du 2 février 1989.

En cause : Le recours en annulation de l'article 4, 2^o, de la loi du 30 mars 1987 portant confirmation des arrêtés royaux pris en exécution de l'article 1^{er} de la loi du 27 mars 1986 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi et, pour autant que de besoin, de l'arrêté royal n^o 473 du 28 octobre 1986, introduit par l'Exécutif régional wallon.

La Cour d'arbitrage,
composée des présidents J. Delva et E. Gutt,
et des juges J. Sarot, I. Pétry, J. Wathelet, D. André, F. Debaedts, L. De Grève, K. Blanckaert, L.P. Suetens,
M. Melchior et H. Boel,
assistée du greffier H. Van Der Zwalmen,
sous la présidence du président E. Gutt,
après en avoir délibéré, prononce l'arrêt suivant :

I. Objet

Par requête du 31 mars 1988 transmise à la Cour par lettre recommandée à la poste le même jour et reçue au greffe le 1^{er} avril 1988, l'Exécutif régional wallon demande l'annulation de l'article 4, 2^o, de la loi du 30 mars 1987 portant confirmation des arrêtés royaux pris en exécution de l'article 1^{er} de la loi du 27 mars 1986 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi et, pour autant que de besoin, de l'arrêté royal n^o 473 du 28 octobre 1986 modifiant, en ce qui concerne le Troisième circuit de travail, l'arrêté royal n^o 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand, confirmé par l'article 4, 2^o, de la loi du 30 mars 1987 précitée.

II. Procédure

Par ordonnance du 1^{er} avril 1988, le président en exercice a désigné les membres du siège conformément aux articles 46, § 1^{er}, 48 et 49 de la loi du 28 juin 1983 portant l'organisation, la compétence et le fonctionnement de la Cour d'arbitrage.

L'avis prescrit par l'article 58 de la loi précitée a été publié au *Moniteur belge* du 28 avril 1988.

En application des articles 59 et 113 de la loi susdite, les notifications du recours ont été faites par lettres recommandées à la poste le 28 avril 1988 et remises aux destinataires les 29 avril 1988 et 2 mai 1988.

Le Conseil des Ministres a introduit un mémoire le 30 mai 1988.

Ce mémoire a été notifié en exécution de l'article 1^{er} de la directive de la Cour du 15 décembre 1987 (*Moniteur belge* du 29 décembre 1987) aux personnes et autorités mentionnées à l'article 69 de la loi du 28 juin 1983 par lettres recommandées à la poste le 7 juin 1988 et remises aux destinataires le 8 juin 1988.

L'Exécutif régional wallon a transmis des conclusions par lettre recommandée à la poste le 18 juillet 1988 et reçue au greffe le 19 juillet 1988.

Ces conclusions ont été notifiées conformément à l'article 3, d, de la directive de la Cour du 15 décembre 1987 par lettres recommandées à la poste le 26 juillet 1988 et remises aux destinataires les 27 et 28 juillet 1988.

Par ordonnance du 15 septembre 1988, la Cour a prorogé jusqu'au 31 mars 1989 le délai dans lequel l'arrêt doit être rendu.

Par ordonnance du 11 octobre 1988, le président E. Gutt a soumis l'affaire à la Cour réunie en séance plénière.

Par ordonnance du même jour, la Cour a déclaré l'affaire en état et a fixé l'audience au 3 novembre 1988.

Cette ordonnance a été notifiée aux parties, et celles-ci et leurs avocats ont été avisés de la date de l'audience par lettres recommandées à la poste le 12 octobre 1988 et remises aux destinataires les 13 et 14 octobre 1988.

A l'audience du 3 novembre 1988 :

— ont comparu :

Me V. Thiry, avocat du barreau de Liège, pour l'Exécutif régional wallon, rue de Fer 42, 5000 Namur;

Me M. Mahieu, avocat du barreau de Bruxelles, pour le Conseil des Ministres, rue de la Loi 16, 1000 Bruxelles;

— les juges D. André et L.P. Suetens ont fait rapport;

— les avocats précités ont été entendus;

— l'affaire a été mise en délibéré.

La procédure s'est déroulée conformément aux dispositions des articles 52 et suivants de la loi du 28 juin 1983 relatifs à l'emploi des langues devant la Cour d'arbitrage.

Postérieurement à l'entrée en vigueur de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, la procédure est restée régie par la loi du 28 juin 1983 en vertu de l'article 124 de la loi spéciale précitée.

III. En droit

En ce qui concerne la compétence de la Cour

1.A.1. Dans son mémoire du 30 mai 1988, le Conseil des Ministres soulève une exception d'incompétence. Le recours de l'Exécutif de la Région wallonne est recevable en tant qu'il est dirigé contre la loi du 30 mars 1987 portant confirmation des arrêtés royaux pris en exécution de l'article 1^{er} de la loi du 27 mars 1986 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi.

Le Conseil des Ministres considère que la Cour d'arbitrage n'est toutefois pas compétente à l'égard de l'arrêté royal n° 473 du 28 octobre 1986, tel que confirmé par l'article 4, 2^o, de la loi précitée du 30 mars 1987. A l'audience publique du 3 novembre 1988, le Conseil des Ministres a déclaré qu'il ne discutait pas davantage de cette exception et s'en remettait à l'arrêt de la Cour d'arbitrage du 8 juin 1988.

1.A.2. L'Exécutif de la Région wallonne se réfère, dans ses conclusions, à l'arrêt rendu par la Cour d'arbitrage le 8 juin 1988, d'où il apparaît que la Cour peut contrôler à la fois l'arrêté de pouvoirs spéciaux confirmé et la loi de confirmation.

L'Exécutif considère que le recours est également recevable ratione temporis, étant donné que le délai prescrit a été respecté tant en ce qui concerne la loi de confirmation que l'arrêté de pouvoirs spéciaux.

1.B.1. En exécution de l'article 107^{ter}, § 2, de la Constitution, l'article 1^{er}, § 1^{er}, de la loi du 28 juin 1983 dispose que la Cour d'arbitrage statue, par voie d'arrêt, sur les recours en annulation d'une loi ou d'un décret pour cause de violation des règles qui sont établies par la Constitution ou en vertu de celle-ci pour déterminer les compétences respectives de l'Etat, des Communautés et des Régions.

1.B.2. Un arrêté royal pris en vertu d'une loi de pouvoirs spéciaux constitue un acte du pouvoir exécutif soumis au contrôle de légalité des cours et tribunaux en vertu de l'article 107 de la Constitution et contre lequel un recours peut être introduit auprès de la section d'administration du Conseil d'Etat pour cause d'excès de pouvoir.

La confirmation par le législateur d'un arrêté de pouvoirs spéciaux a pour effet de soustraire cet arrêté au contrôle de légalité exercé par les Cours et tribunaux et à la censure d'annulation par le Conseil d'Etat.

Par sa confirmation, l'arrêté de pouvoirs spéciaux doit être considéré comme étant assimilé à une loi, et son contenu peut faire l'objet d'une décision de la Cour sur base de l'article 1^{er}, § 1^{er}, de la loi du 28 juin 1983, adoptée en exécution de l'article 107^{ter}, § 2, de la Constitution.

1.B.3. La Cour est par conséquent compétente pour connaître du recours en annulation de l'arrêté royal de pouvoirs spéciaux confirmé n° 473 du 28 octobre 1986.

1.B.4. Conformément à l'article 2, § 1^{er}, de la loi organique du 28 juin 1983, un recours en annulation d'une loi n'est recevable que s'il est introduit dans un délai d'un an suivant la publication de cette loi.

1.B.5. L'arrêté royal n° 473 du 28 octobre 1986 a été publié au *Moniteur belge* du 20 novembre 1986. La loi de confirmation du 30 mars 1987 a été publiée au *Moniteur belge* du 1^{er} avril 1987. Le recours en annulation a été introduit le 31 mars 1988.

En confirmant un arrêté de pouvoirs spéciaux, le législateur s'approprie les matières qui y sont réglées.

Le délai prescrit par l'article 2, § 1^{er}, de la loi organique du 28 juin 1983 prend cours à la date de la publication de la loi de confirmation, tant en ce qui concerne cette dernière que pour ce qui est de l'arrêté de pouvoirs spéciaux confirmé. Avant cette date, en effet, l'arrêté de pouvoirs spéciaux ne saurait, s'agissant d'un acte du pouvoir exécutif, faire l'objet d'un recours en annulation auprès de la Cour.

Le délai prescrit par l'article 2, § 1^{er}, de la loi organique du 28 juin 1983 a été respecté tant en ce qui concerne la loi de confirmation que pour ce qui est de l'arrêté de pouvoirs spéciaux confirmé.

La Cour étant ainsi compétente tant à l'égard de la loi de confirmation que de l'arrêté de pouvoirs spéciaux confirmé, le contrôle de la Cour porte à la fois sur l'article concerné de la loi de confirmation et sur les dispositions de l'arrêté de pouvoirs spéciaux confirmé.

En ce qui concerne les moyens et les arguments des parties

2.A.1. Dans un premier moyen, l'Exécutif de la Région wallonne invoque la violation de l'article 107^{quater} de la Constitution, de l'article 6, § 1^{er}, IX, 2^o, b, et 6, § 4, de la loi spéciale du 8 juin 1980 en ce que l'arrêté royal n° 473 modifie la réglementation relative au Troisième circuit de travail (T.C.T.) sans associer les Exécutifs régionaux, selon les modalités prévues, à l'élaboration des mesures de placement, alors que cette association est prescrite par l'article 6, § 4, 3^o, de ladite loi spéciale.

2.A.1.2. Le Conseil des Ministres soutient en ordre principal que le moyen est irrecevable : l'article 6, § 4, 3^o, de la loi spéciale du 8 août 1980, invoqué par le requérant, ne serait pas une règle répartitrice de compétence.

Si toutefois la Cour considère que l'article 6, § 4, 3^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 constitue une règle répartitrice de compétence, le Conseil des Ministres fait alors valoir, à titre subsidiaire, que le premier moyen doit être déclaré non fondé, au motif que les Exécutifs ont été consultés sur l'avant-projet d'arrêté de pouvoirs spéciaux et que la disposition invoquée de la loi spéciale n'a donc pas été violée.

2.A.1.3. Dans ses conclusions du 18 juillet 1988, l'Exécutif de la Région wallonne soutient d'abord que l'objet de l'arrêté royal n° 473 s'inscrit dans le cadre de l'article 6, § 1^{er}, IX, 2^o, b, de la loi spéciale du 8 août 1980.

L'Exécutif considère que, contrairement à ce qu'affirme le Conseil des Ministres, le premier moyen, qui est essentiellement tiré de la violation de l'article 6, § 4, de la loi spéciale du 8 août 1980, est recevable, parce qu'il s'agit ici d'une règle de compétence dont la violation peut être sanctionnée par la Cour d'arbitrage.

L'Exécutif estime en outre que le premier moyen est fondé, en ce qu'aucun des contacts qui ont eu lieu entre l'Etat et les Régions ne répond, selon lui, à l'exigence de l'article 6, § 4, 3^o, de ladite loi spéciale.

2.A.2.1. Dans le second moyen l'Exécutif de la Région wallonne invoque la violation de l'article 6, § 1^{er}, IX, 2^o, b, et 6, § 4, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

L'article 6, § 1^{er}, IX, 2^o, b, de la loi spéciale du 8 août 1980 confère à l'Etat central la compétence d'arrêter les mesures générales relatives au Troisième circuit de travail, mais transfère aux Régions la compétence de mettre ces mesures en œuvre, par le biais de décisions individuelles ou à caractère réglementaire. Selon l'Exécutif de la Région wallonne, l'arrêté royal n° 473 incriminé viole la disposition visée en ce que l'exécution des mesures arrêtées relève exclusivement des autorités nationales.

Il résulte de l'article 6, § 4, 3^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 que les Exécutifs régionaux doivent être associés à l'approbation des projets relatifs au Troisième circuit de travail.

L'arrêté royal n° 473 n'autorise pas une telle association et viole donc la disposition susvisée.

2.A.2.2. Pour ce qui est du second moyen, le Conseil des Ministres soutient d'abord qu'il n'est pas recevable en ce qu'il invoque la violation de l'article 6, § 4, 3^o, de la loi spéciale du 8 août 1980, lequel n'est pas une règle répartitrice de compétence.

Le Conseil des Ministres soutient ensuite que le second moyen doit être rejeté dans son ensemble.

En ce qui concerne l'article 6, § 1^{er}, IX, 2^o, b, de la loi spéciale du 8 août 1980, la compétence régionale est limitée dans son objet : elle ne vise que le placement des chômeurs, alors que la politique de l'emploi est nationale. La compétence régionale, poursuit le Conseil des Ministres, est également limitée dans ses moyens : elle est une compétence d'exécution des mesures arrêtées par l'autorité nationale.

Par cette compétence se distingue du pouvoir normatif confié aux Régions par l'article 6, § 1^{er}, IX, 1^o, de la loi spéciale en matière de placement des travailleurs.

Pour ce qui est de la violation de l'article 6, § 4, 3^o, de la loi spéciale du 8 août 1980, le Conseil des Ministres soutient que, contrairement à ce qu'énonce la partie requérante, l'association sous forme d'avis tant des comités subrégionaux de l'emploi, lors de l'instruction des demandes, que des Exécutifs régionaux, lors de l'approbation des demandes, est expressément prévue, en sorte que la loi spéciale est, sur ce point, strictement respectée.

2.A.2.3. Dans ses conclusions, l'Exécutif de la Région wallonne explicite l'article 6, § 1^{er}, IX, 2^o, b, de la loi spéciale du 8 août 1980.

La compétence propre de la Région implique, selon l'Exécutif, que celle-ci peut prendre des mesures dans le cadre des dispositions nationales et assurer l'exécution et l'application individuelle de toutes ces mesures nationales ou régionales.

L'Exécutif analyse ensuite les différentes branches du second moyen et conclut que plusieurs dispositions de l'arrêté royal n° 473 violent l'article 6, § 1^{er}, IX, 2^o, de la loi spéciale du 8 août 1980.

L'arrêté royal n° 473 viole également l'article 6, § 4, 3^o, de la loi spéciale du 8 août 1980, qui oblige l'autorité nationale à associer les Exécutifs régionaux à l'approbation des projets de Troisième circuit de travail. L'article 18 de l'arrêté royal maintient la compétence décisionnelle dans le chef des ministres nationaux et dispose que l'approbation des projets se fait sur proposition d'une commission interministérielle dont le Roi est chargé de fixer la composition. Les Exécutifs régionaux siègent au sein de cette commission, mais ils y sont minoritaires et n'y disposent d'aucun pouvoir décisionnel.

En ce qui concerne l'objet de l'arrêté entrepris

2.B.1. L'arrêté royal n° 473 incriminé modifie, en ce qui concerne le Troisième circuit de travail, l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand.

L'objet de l'arrêté royal n° 473 querellé s'inscrit dans le cadre de l'article 6, § 1^{er}, IX, 2^o, b, de la loi spéciale du 8 août 1980, lequel, d'une part, rend les Régions compétentes pour le placement des chômeurs occupés temporairement et hors cadre dans des activités d'intérêt général et, d'autre part, réserve à l'autorité nationale la compétence d'arrêter au préalable les mesures qui, en ce qui concerne la politique de l'emploi, tendent à la résorption du chômage.

En ce qui concerne la compétence des Régions en matière de placement des chômeurs

2.B.2. Les dispositions applicables en l'espèce sont les articles 6, § 1^{er}, IX, 2^o, et 6, § 4, 3^o, de la loi spéciale du 8 août 1980.

L'article 6, § 1^{er}, IX, de la loi spéciale du 8 août 1980 dispose :

« Les matières visées à l'article 107 *quater* de la Constitution sont :

...

IX. En ce qui concerne la politique de l'emploi :

...

2^o En exécution des mesures arrêtées par l'autorité nationale :

a) le placement des chômeurs dans le cadre de la mise au travail par la Région, les pouvoirs subordonnés et les personnes physiques et morales;

b) le placement des chômeurs occupés temporairement et hors cadre dans des activités d'intérêt général;

... ».

L'article 6, § 4, 3^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 dispose :

« Les Exécutifs seront associés :

...

3^o aux mesures pour le placement des chômeurs et à l'approbation des projets visés au § 1^{er}, IX, 2^o ».

2.B.3. De la lecture conjointe des textes précités, il résulte que la matière « placement des chômeurs » a fait l'objet d'une répartition de compétences entre l'autorité nationale, qui arrête les mesures réglant ce placement, et l'autorité régionale, qui dispose également d'un pouvoir propre, limité toutefois par les mesures arrêtées ailleurs, auxquelles cependant les Exécutifs doivent être associés.

L'étendue de la matière « placement des chômeurs » qui relève des Régions est limitée en ce que leur compétence ne peut être exercée que dans le cadre des mesures arrêtées par l'autorité nationale au plan de la politique de l'emploi axée sur le placement des chômeurs : telle est la portée de la notion « en exécution des ... ».

Pour arrêter les mesures qu'elle estime nécessaires en vue de la résorption du chômage — ce qui constitue l'essence de sa compétence — l'autorité nationale peut agir non seulement par son organe législatif, mais aussi par son organe exécutif, en ce compris les services administratifs qui dépendent d'elle, sans que pour autant et de ce fait elle empiète sur le terrain de la compétence attribuée aux Régions.

La compétence d'« arrêter les mesures » attribuée à l'autorité nationale par la loi spéciale — c'est-à-dire la compétence normative de l'autorité nationale — ne permet cependant pas d'arrêter des mesures qui empêchent la Région d'établir, le cas échéant, des règles en exécution des mesures précitées et d'assurer l'application individuelle de ces mesures.

2.B.4. En vertu de l'article 6, § 4, 3^o, de la loi spéciale du 8 août 1980, les Exécutifs doivent être « associés » :

- a) aux mesures arrêtées en vue du placement des chômeurs, donc à l'exercice de la compétence nationale;
- b) à l'approbation des projets élaborés en application des mesures arrêtées par l'autorité nationale et exécutées par l'autorité régionale.

Contrairement aux dispositions de l'article 6, § 1^{er}, IX, de la loi spéciale du 8 août 1980, lesquelles règlent la compétence en matière de politique de l'emploi, la disposition de l'article 6, § 4, 3^o, de la loi spéciale ne peut pas être considérée comme une règle déterminant les compétences respectives de l'Etat et des Régions au sens de l'article 1^{er}, § 1^{er}, de la loi organique du 26 juin 1983.

Cette disposition impose à l'autorité nationale des obligations concernant l'exercice de certains aspects de sa compétence sur le plan de la politique de l'emploi, mais ne règle d'aucune façon les compétences législatives respectives de l'Etat et des Régions en cette matière.

Par conséquent, la Cour d'arbitrage n'est pas compétente pour sanctionner une violation éventuelle de ladite disposition.

La Cour ne peut dès lors contrôler la validité de l'arrêté royal n^o 473 incriminé qu'au regard des dispositions de l'article 6, § 1^{er}, IX, 2^o, de la loi spéciale du 8 août 1980.

En ce qui concerne les deux moyanes examinés conjointement

2.B.5.1. L'article 1^{er} de l'arrêté royal n^o 473 querellé modifie le chapitre III de l'arrêté royal n^o 25 du 24 mars 1982 relatif au Troisième circuit de travail créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non-marchand, modifié par l'arrêté royal n^o 115 du 23 décembre 1982 et par l'arrêté royal n^o 255 du 31 décembre 1983.

2.B.5.1.a. Les articles 13 et 14 forment la section première du chapitre III de l'arrêté royal modifié et définissent le champ d'application.

L'article 13 dispose que les activités pouvant faire l'objet du Troisième circuit de travail doivent relever du secteur non-marchand et permettre l'engagement de chômeurs structurels domiciliés dans le ressort du service subrégional de l'emploi dont relève l'employeur. Il précise aussi qu'un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres détermine quelles sont les activités parmi celles visées au chapitre III qui peuvent donner lieu à rétribution de la part des tiers utilisateurs. L'article 14, quant à lui, détermine quels peuvent être les employeurs — pouvoirs subordonnés et personnes physiques et morales — et prévoit que le Roi peut étendre, par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, l'application du Troisième circuit de travail à d'autres catégories d'employeurs.

L'autorité nationale étant compétente pour arrêter les mesures en matière de placement des chômeurs, les articles 13 et 14 ne violent pas les règles de compétence établies par l'article 6, § 1^{er}, IX, 2^o, b, de la loi spéciale du 8 août 1980 dès lors qu'ils définissent le champ d'application du Troisième circuit de travail et habilitent le Roi à l'étendre.

2.B.5.1.b. Les articles 15 et 16 forment la deuxième section du chapitre III de l'arrêté royal modifié et déterminent la nature et les modes d'intervention de l'Etat dans la rémunération des travailleurs engagés dans le Troisième circuit de travail. L'article 15 dispose, notamment, que l'employeur a l'obligation de prendre à sa charge une partie des rémunérations et des charges sociales supportées par l'Etat.

L'article 16 précise que les conditions relatives à la rémunération par l'Etat seront déterminées par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres et il règle les modalités de rétrocession à l'O.N.Em. de la rétribution imposée aux tiers-utilisateurs.

En adoptant les dispositions des articles 15 et 16, l'autorité nationale est demeurée dans le cadre des mesures qu'elle est habilitée à arrêter en tant qu'autorité compétente pour déterminer les conditions générales relatives aux interventions financières concernant le placement des chômeurs et elle n'a pas porté atteinte à la compétence d'exécution des Régions en cette matière.

2.B.5.1.c. Les articles 17 à 19 forment la troisième section du chapitre III et règlent l'organisation du Troisième circuit de travail.

L'article 17 charge l'O.N.Em. du paiement des rémunérations et des charges sociales ainsi que du recouvrement de la participation financière des employeurs. Il dispose aussi que certains employeurs peuvent être dispensés totalement ou partiellement de la participation financière fixée à l'article 15. Cette dispense est accordée par les Ministres ayant l'Emploi et le Budget dans leurs attributions, sur proposition d'une commission interministérielle dont le Roi est chargé de régler la composition. Les dispositions contenues dans l'article 17 n'excèdent en rien la compétence revenant à l'autorité nationale de prendre les mesures générales relatives au placement des chômeurs. Parmi ces mesures, en effet, figurent celles qui prévoient que le paiement des rémunérations à charge de l'Etat sera effectué par l'O.N.Em. — organisme national — ainsi que celles qui traitent des dépenses dans la participation financière des employeurs au paiement des charges sociales.

L'article 18 charge le Roi de déterminer la procédure d'introduction et d'instruction ainsi que les conditions d'approbation des demandes du Troisième circuit de travail. Les comités subrégionaux de l'emploi doivent être consultés dans tous les cas. Les demandes qui sont approuvées par le Ministre de l'Emploi et du Travail et le Ministre du Budget doivent l'être par une décision motivée si l'avis desdits comités est non conforme. En outre, l'article 18 dispose que les Exécutifs régionaux sont associés à l'approbation des demandes.

L'autorité nationale est demeurée dans les limites de ses compétences en réglant les principes de base de la procédure relative à l'introduction et à l'instruction des demandes relatives aux travailleurs engagés dans le Troisième circuit de travail.

Elle n'a pas davantage excédé ses compétences en prévoyant l'intervention d'une commission interministérielle dans la procédure précédant l'approbation des demandes; elle n'empêche pas, enfin, les Régions d'exercer leur compétence d'exécution en matière de placement des chômeurs puisqu'elle prévoit que les Exécutifs régionaux seront associés à la décision d'approbation.

Certes, l'approbation de projets concrets s'inscrit dans le cadre de l'exécution de mesures de placement des chômeurs arrêtées par l'autorité nationale.

On pourrait soutenir, sur la base du seul article 6, § 1^{er}, IX, 2^o, de la loi spéciale du 8 août 1980, que cette approbation de projets concrets relève du pouvoir d'exécution et d'application des autorités régionales.

Toutefois, la disposition de l'article 6, § 1^{er}, IX, 2^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 ne peut être isolée, et elle doit être lue conjointement avec la disposition de l'article 6, § 4, 3^o, qui spécifie que les Exécutifs « seront associés » tant aux mesures pour le placement des chômeurs qu'à l'approbation des projets, ce qui implique nécessairement que la décision finale en la matière continue d'être du ressort de l'autorité nationale.

Par conséquent, l'article 18, alinéa 2, de l'arrêté royal n^o 473 entrepris qui, comme auparavant, attribue le pouvoir d'approbation au Ministre de l'Emploi et du Travail et au Ministre du Budget n'est pas davantage entaché d'excès de compétence.

L'article 19 charge l'O.N.Em. de présenter les travailleurs à occuper dans le Troisième circuit de travail en tenant compte de la structure du chômage de longue durée dans le ressort de chaque service subrégional de l'emploi.

La présentation des travailleurs à occuper dans le Troisième circuit de travail constitue une mesure d'application individuelle prise en exécution de la norme fixant les conditions générales relatives au Troisième circuit de travail. En déléguant à l'O.N.Em., organisme public sous le contrôle exclusif de l'autorité nationale, la compétence de présenter les travailleurs à occuper dans le Troisième circuit de travail, l'autorité nationale excède ses compétences en empêchant les Régions d'exercer leur compétence propre en matière d'exécution des mesures de placement des chômeurs. L'article 19 est, partant, entaché d'excès de compétence.

2.B.5.1.d. Les articles 20 à 22 forment la quatrième section du chapitre III de l'arrêté royal modifié et règlent la situation des travailleurs engagés dans le Troisième circuit de travail.

L'article 20, alinéa 1^{er} applique à ces travailleurs les dispositions de la loi sur le contrat de travail sous réserve de certaines dérogations prévues à l'alinéa 2. Les alinéas 1 et 2 de l'article 20 entrent dans le cadre de la compétence dévolue à l'autorité nationale d'arrêter les mesures générales relatives au placement des chômeurs.

L'article 20, alinéa 3 confie à l'administrateur général de l'O.N.Em. le pouvoir d'approuver les contrats de travail, après que le directeur du service régional de l'emploi aura vérifié si le travailleur remplit les conditions d'engagement.

Ainsi rédigé, l'article 20, alinéa 3, exclut l'autorité régionale de la conclusion et de l'approbation du contrat; de même, il ne réserve à cette autorité régionale aucun rôle dans l'exécution du contrat.

L'article 20, alinéa 3, est dès lors entaché d'excès de compétence.

Les articles 21 et 22 règlent le statut financier et administratif du travailleur et certaines conditions de son engagement.

L'autorité nationale, qui est compétente pour arrêter les mesures relatives au placement des chômeurs est, partant, compétente pour déterminer le statut financier et administratif ainsi que les conditions d'engagement des chômeurs mis au travail dans le Troisième circuit de travail.

2.B.5.1.e. Les articles 23 et 24 constituent la cinquième section du chapitre III qui traite des sanctions administratives et pénales applicables au Troisième circuit de travail.

L'article 23 prévoit des sanctions administratives à l'égard des employeurs occupant des travailleurs en dehors des conditions prévues dans le projet de Troisième circuit de travail. Il dispose aussi que l'application de ces sanctions est réservée au Ministre de l'Emploi et du Travail, selon les modalités déterminées par le Roi.

Si la compétence de prévoir des sanctions administratives appartient à l'autorité nationale chargée d'arrêter les mesures générales, celle de les appliquer constitue une mesure d'exécution au sens de l'article 6, § 1^{er}, IX, 2^o, b, de la loi spéciale du 8 août 1980 et échoit donc à la compétence des Régions.

L'article 23 est entaché d'excès de compétence dans la mesure où il réserve au Ministre de l'Emploi et du Travail la compétence de l'application des sanctions administratives.

L'article 24 prévoit des sanctions pénales à l'égard des employeurs qui mettent à charge du travailleur engagé les montants dus en application des articles 15, 16 et 17.

La compétence exercée par l'autorité nationale dans cet article respecte les dispositions de l'article 6, § 1^{er}, IX, 2^o, b, de la loi spéciale du 8 août 1980.

2.B.5.1.f. L'article 25 habilite le Roi à désigner les fonctionnaires chargés de surveiller le respect par les employeurs de l'occupation des travailleurs dans les conditions et aux tâches prévues dans la demande approuvée.

Cette disposition n'empêche pas l'autorité régionale de désigner, elle aussi, des fonctionnaires chargés de la surveillance du respect par les employeurs des conditions relatives au Troisième circuit de travail.

Si l'article 25 confie donc à l'autorité nationale certaines tâches de surveillance, cette disposition n'empêche pas les Régions d'exercer leur compétence complémentaire en matière d'exécution du placement des chômeurs. Ainsi, l'article 25 n'excède pas les compétences dévolues à l'autorité nationale par l'article 6, § 1^{er}, IX, 2^o, b, de la loi spéciale du 8 août 1980.

2.B.5.2. L'article 2 de l'arrêté n^o 473 remplace l'article 25 formant le chapitre IV de l'arrêté royal n^o 25 par des articles 26 et 27 nouveaux contenant des dispositions transitoires et finales.

L'article 26 contient une disposition transitoire qui n'implique aucune violation d'une règle de compétence.

L'article 27 confie l'exécution de l'arrêté royal n^o 25 aux ministres ayant l'emploi et le budget dans leurs attributions. Eu égard à l'annulation des articles 19, 20, alinéa 3 et 23, de l'arrêté royal n^o 25 par le présent arrêt, cette mission ne peut être comprise comme étant une usurpation de la compétence régionale concernant le placement des chômeurs.

2.B.5.3. L'article 3 fixe la date d'entrée en vigueur de l'arrêté royal n^o 473 et n'implique aucune violation d'une règle de compétence.

2.B.5.4. Comme c'est le cas dans toutes les lois et dans tous les arrêtés de pouvoirs spéciaux, l'exécution des mesures arrêtées au plan national est, à l'article 4, confiée à des autorités nationales. Eu égard à l'annulation partielle de l'arrêté royal n^o 473 par le présent arrêt, cette mission ne peut être comprise comme étant une usurpation de la compétence régionale concernant le placement des chômeurs.

2.B.6. La Cour constate qu'au moment où les dispositions attaquées ont été prises, l'autorité nationale était seule compétente pour la politique de l'emploi dans l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale alors que l'arrêté royal n^o 473 incriminé est applicable dans les trois Régions du pays. Il s'indique dès lors de limiter l'annulation des articles de l'arrêté royal n^o 473 aux seules Régions wallonne et flamande.

2.B7. Il y a lieu, dans un souci de sécurité juridique, afin de garantir la situation juridique des travailleurs occupés dans le Troisième circuit de travail, de restreindre, par voie de disposition générale, l'effet rétroactif de l'annulation des articles, ce en application, en vertu de l'article 124 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, de l'article 6, alinéa 2, de la loi du 28 juin 1983 portant l'organisation, la compétence et le fonctionnement de la Cour d'arbitrage.

Par ces motifs,

La Cour

1. annule l'article 4, 2^o, de la loi du 30 mars 1987 portant confirmation des arrêtés royaux pris en exécution de l'article 1^{er} de la loi du 27 mars 1986 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi, dans la mesure où cette disposition confirme les articles 19, 20, alinéa 3 et 23 de l'arrêté royal n^o 473 du 28 octobre 1986 modifiant, en ce qui concerne le Troisième circuit de travail, l'arrêté royal n^o 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non-marchand, ainsi que lesdits articles 19, 20, alinéa 3 et 23 de l'arrêté royal précité, dans la mesure où ces dispositions s'appliquent à la Région wallonne et à la Région flamande;

2. rejette le recours pour le surplus;

3. maintient à titre définitif les effets des dispositions ainsi annulées à l'égard de toutes les conventions intervenues, avant le jour de la publication du présent arrêt, sur la base des normes entreprises.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 124 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage et à l'article 55 de la loi du 28 juin 1983 portant l'organisation, la compétence et le fonctionnement de la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 2 février 1989.

Le greffier,
H. VAN DER ZWALMEN.

Le président,
ETIENNE GUTT.

N. 89 — 453

Arrest

Rolnummer : 76

Arrest nr. 2/89 van 2 februari 1989.

In zake : het beroep van de Waalse Gewestexecutieve tot vernietiging van artikel 4, 2^o, van de wet van 30 maart 1987 tot bekrachtiging van de koninklijk besluiten vastgesteld ter uitvoering van artikel 1 van de wet van 27 maart 1986 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning en, voor zover nodig, tot vernietiging van het koninklijk besluit nr. 473 van 28 oktober 1986.

Het Arbitragehof,
samengesteld uit de voorzitters J. Delva en E. Gutt,
en de rechters J. Sarot, I. Pétry, J. Wathelet, D. André, F. Debaedts, L. De Grève, K. Blanckaert, L.P. Suetens,
M. Melchior en H. Boel,
bijgestaan door de griffier H. Van Der Zwalmen,
onder voorzitterschap van voorzitter E. Gutt,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. Onderwerp

Bij verzoekschrift van 31 maart 1988 aan het Hof verzonden bij aangetekende brief ter post op dezelfde datum neergelegd, en ter griffie ontvangen op 1 april 1988, vraagt de Waalse Gewestexecutieve de vernietiging van artikel 4, 2^o, van de wet van 30 maart 1987 tot bekrachtiging van de koninklijke besluiten vastgesteld ter uitvoering van artikel 1 van de wet van 27 maart 1986 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning en, voor zover nodig, tot vernietiging van het koninklijk besluit nr. 473 van 28 oktober 1986 tot wijziging, wat het Derde Arbeidscircuit betreft, van het koninklijk besluit nr. 25 van 24 maart 1982 tot opzetting van een programma ter bevordering van de werkgelegenheid in de niet-commerciële sector, zoals bekrachtigd door artikel 4, 2^o, van de voormelde wet van 30 maart 1987.

II. Rechtspleging

Bij beschikking van 1 april 1988 heeft de voorzitter in functie de leden van de zetel aangewezen conform de artikelen 46, § 1, 48 en 49 van de wet van 28 juni 1983 houdende de inrichting, de bevoegdheid en de werking van het Arbitragehof.

Het bij artikel 58 van voormelde wet voorgeschreven bericht is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 28 april 1988.

Met toepassing van de artikelen 59 en 113 van de wet zijn de kennisgevingen van het beroep gedaan bij aangetekende brieven ter post neergelegd op 28 april 1988 en de geadresseerden ter hand gesteld op 29 april en 2 mei 1988.

De Ministerraad heeft op 30 mei 1988 een memorie ingediend.

Ter uitvoering van artikel 1 van de richtlijn van het Hof van 15 december 1987 (*Belgisch Staatsblad* van 29 december 1987) is van die memorie kennis gegeven aan de in artikel 69 van de wet van 28 juni 1982 vermelde personen en overheden bij aangetekende brieven ter post neergelegd op 7 juni 1988 en de geadresseerden ter hand gesteld op 8 juni 1988.

De Waalse Gewestexecutieve heeft een conclusie laten toekomen bij aangetekende brief ter post op 18 juli 1988 neergelegd en ter griffie ontvangen op 19 juli 1988.

In uitvoering van artikel 3, d, van de richtlijn van het Hof van 15 december 1987 is van die conclusie kennis gegeven bij aangetekende brieven ter post op 26 juli 1988 neergelegd, en de geadresseerden ter hand gesteld op 27 en 28 juli 1988.

Bij beschikking van 15 september 1988 heeft het Hof de termijn waarbinnen het arrest dient te worden gewezen, tot 31 maart 1989 verlengd.

Bij beschikking van 11 oktober 1988 heeft voorzitter E. Gutt de zaak voorgelegd aan het Hof in voltallige zitting.

Bij beschikking van dezelfde datum heeft het Hof beslist dat de zaak in gereedheid was en heeft het de terechtzitting op 3 november 1988 vastgesteld.

Van die beschikking is aan de partijen kennis gegeven, en van de datum van de zitting zijn zij evenals hun advocaten in kennis gesteld bij aangetekende brieven ter post op 12 oktober 1988 neergelegd en de geadresseerden ter hand gesteld op 13 en 14 oktober 1988.

Ter terechtzitting van 3 november 1988 :

— zijn verschenen :

Mr. V. Thiry, advocaat bij de balie te Luik, voor de Waalse Gewestexecutieve, rue de Fer 42, te 500 Namen;

Mr. M. Mahieu, advocaat bij de balie te Brussel, voor de Ministerraad, Wetstraat 16, te 1000 Brussel;

— hebben rechters D. André en L.P. Suetens verslag uitgebracht;

— zijn voornoemde advocaten gehoord;

— is de zaak in beraad genomen.

De rechtspleging is gevoerd overeenkomstig de artikelen 52 en volgende van de wet van 28 juni 1983, die betrekking hebben op het gebruik van de talen voor het Arbitragehof.

Na de inwerkingtreding van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, is de rechtspleging beheerst gebleven door de wet van 28 juni 1983, overeenkomstig artikel 124 van voormelde bijzondere wet.

III. In rechte

Ten aanzien van de bevoegdheid van het Hof

1.A.1. De Ministerraad werpt in de memorie van 30 mei 1988 een exceptie van onbevoegdheid op.

Het beroep van de Executieve van het Waalse Gewest is ontvankelijk in zover het gericht is tegen de wet van 30 maart 1987 tot bekrachtiging van de koninklijke besluiten vastgesteld ter uitvoering van artikel 1 van de wet van 27 maart 1986 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning.

De Ministerraad is van mening dat het Arbitragehof evenwel niet bevoegd is ten aanzien van het koninklijk besluit nr. 473 van 28 oktober 1986, zoals bekrachtigd door artikel 4, 2^o, van de voormelde wet van 30 maart 1987. Op de openbare terechtzitting van 3 november 1988 heeft de Ministerraad verklaard niet meer in te gaan op deze exceptie en heeft verwezen naar het arrest van het Arbitragehof van 8 juni 1988.

1.A.2. De Executieve van het Waalse Gewest verwijst in haar conclusie naar het arrest van het Hof van 8 juni 1988, waaruit blijkt dat het Hof zowel het bekrachtigde bijzondere-machtenbesluit als de bekrachtigingswet kan toetsen.

Ratione temporis is het beroep eveneens ontvankelijk volgens de Executieve, zowel ten aanzien van de bekrachtigingswet als ten aanzien van het bijzondere-machtenbesluit is de voorgeschreven termijn gerespecteerd.

1.B.1. Met toepassing van artikel 107ter, § 2, van de Grondwet, bepaalt artikel 1, § 1, van de wet van 28 juni 1983, dat het Arbitragehof, bij wege van arrest, uitspraak doet op de beroepen tot vernietiging van een wet of een decreet wegens schending van de regels die door of krachtens de Grondwet zijn vastgesteld door het bepalen van de onderscheiden bevoegdheid van de Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten.

1.B.2. Een koninklijk besluit genomen krachtens een bijzondere machtenwet is een handeling van de uitvoerende macht die door de hoven en rechtbanken op grond van artikel 107 van de Grondwet aan de wet kan worden getoetst en waartegen een beroep wegens machtsoverschrijding bij de afdeling administratie van de Raad van State openstaat.

De bekrachtiging door de wetgever van een bijzondere-machtenbesluit heeft tot gevolg dat het besluit aan het rechterlijk wettigheidstoezicht wordt onttrokken en dat het niet langer een voor annulatieberoep bij de Raad van State vatbare handeling is.

Door de bekrachtiging wordt het bijzondere-machtenbesluit beschouwd als gelijkgesteld met een wet en komt de inhoud ervan in aanmerking voor beoordeling door het Hof krachtens artikel 1, § 1, van de wet van 28 juni 1983, die is uitgevaardigd ter uitvoering van artikel 107ter, § 2, van de Grondwet.

1.B.3. Het Hof is bijgevolg bevoegd om kennis te nemen van het beroep tot vernietiging van het bekrachtigde bijzondere-machtenbesluit nr. 473 van 28 oktober 1986.

1.B.4. Op grond van artikel 2, § 1, van de organieke wet van 28 juni 1983, is een beroep tot vernietiging van een wet slechts ontvankelijk indien het wordt ingesteld binnen een termijn van één jaar na de bekendmaking van de wet.

1.B.5. Het koninklijk besluit nr. 473 van 28 oktober 1986 werd gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 20 november 1986. De bekrachtigingswet van 30 maart 1987 werd gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 1 april 1987. Het beroep tot vernietiging werd ingesteld op 31 maart 1988.

Door de bekrachtiging van een bijzondere-machtenbesluit dient de wetgever te worden geacht zich de door de uitvoerende macht in dat besluit geregelde aangelegenheden te hebben toegeëigend. De door artikel 2, § 1, van de organieke wet van 28 juni 1983 voorgeschreven termijn gaat in op de datum van de publicatie van de bekrachtigingswet, zowel wat deze laatste als het bekrachtigde bijzondere-machtenbesluit betreft. Voor deze datum kan tegen het bijzondere-machtenbesluit als handeling van de uitvoerende macht immers geen beroep tot vernietiging bij het Arbitragehof worden ingesteld.

De termijn voorgeschreven door artikel 2, § 1, van de organieke wet van 28 juni 1983 werd gerespecteerd zowel wat de bekrachtigingswet als het bijzondere-machten-bekrachtigingsbesluit betreft.

Daar het Hof aldus bevoegd is ten aanzien zowel van de bekrachtigingswet als van het bekrachtigde bijzondere-machtenbesluit, betreft de toetsing door het Hof zowel het desbetreffende artikel van de bekrachtigingswet als de bepalingen van het bekrachtigde bijzondere-machtenbesluit.

Over de middelen en de standpunten der partijen

2.A.1. In een eerste middel voert de Executieve van het Waalse Gewest de schending aan van artikel 107quater van de Grondwet, artikel 6, § 1, IX, 2^o, b, en 6, § 4, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 doordat het koninklijk besluit nr. 473 de reglementering inzake het Derde Arbeidscircuit (D.A.C.) wijzigt zonder de Gewestexecutieven op de voorgeschreven wijze te betrekken bij het uitvaardigen van maatregelen tot plaatsing, terwijl die samenwerking wordt verplicht door artikel 6, § 4, 3^o, van de vermelde bijzondere wet.

2.A.1.2. De Ministerraad betoogt in hoofdorde dat het middel niet-ontvankelijk is : het aangevoerde artikel 6, § 4, 3^o, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 zou geen bevoegdheidsverdelende regel zijn.

Indien het Hof echter van mening zou zijn dat artikel 6, § 4, 3^o, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 wel een bevoegdheidsverdelende regel is, doet de Ministerraad subsidiair gelden dat het eerste middel niet-gegrond moet worden verklaard, vermits de Executieven over het voorontwerp van bijzondere-machtenbesluit werden geraadpleegd en de aangevoerde bepaling van de bijzondere wet derhalve niet is geschonden.

2.A.1.3. In haar conclusie van 18 juli 1988 stelt de Executieve van het Waalse Gewest vooreerst dat het onderwerp van het koninklijk besluit nr. 473 kadert in artikel 6, § 1, IX, 2^o, b, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980.

De Executieve stelt dat, in tegenstelling tot wat de Ministerraad voorhoudt, het eerste middel, dat in hoofdzaak ontleend is aan de schending van artikel 6, § 4, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, onvankelijk is, vermits die bepaling een bevoegdheidsverdelende regel is waaraan het Arbitragehof kan toetsen.

De Executieve oordeelt verder dat het eerste middel gegrond is, vermits geen van de contacten die hebben plaatsgevonden tussen de Staat en de Gewesten zou voldoen aan de vereiste van artikel 6, § 4, 3^o, van genoemde bijzondere wet.

2.A.2.1. In het tweede middel voert de Executieve van het Waalse Gewest de schending aan van artikel 6, § 1, IX, 2^o, b, en 6, § 4, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Op grond van artikel 6, § 1, IX, 2^o, b, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 is de Centrale Staat bevoegd algemene maatregelen betreffende het Derde Arbeidscircuit te nemen, doch zijn de Gewesten bevoegd om die maatregelen ten uitvoer te leggen door middel van individuele beslissingen of beslissingen met een reglementerend karakter. Volgens de Waalse Gewestexecutieve schendt het aangevochten koninklijk besluit nr. 473 die bepaling doordat de uitvoering van de vastgestelde maatregelen uitsluitend bij de nationale overheid wordt gecentraliseerd.

Op grond van artikel 6, § 4, 3^o, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 moeten de Gewestexecutieven betrokken worden bij de goedkeuring van de projecten inzake het Derde Arbeidscircuit.

Het koninklijk besluit nr. 473 laat daarvoor geen ruimte en schendt dan ook die bepaling.

2.A.2.2. Inzake het tweede middel, stelt de Ministerraad vooreerst dat het niet onvankelijk is in zover het de schending aanvoert van artikel 6, § 4, 3^o, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, dat geen bevoegdheidsverdelende regel is.

De Ministerraad is verder van mening dat het tweede middel in zijn geheel moet worden verworpen.

Wat artikel 6, § 1, IX, 2^o, b, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 betreft, is de gewestbevoegdheid in haar onderwerp beperkt : zij beoogt slechts de plaatsing van werklozen, terwijl het tewerkstellingsbeleid nationaal is. De gewestbevoegdheid, zo vervolgt de Ministerraad, is ook in haar middelen beperkt : het is een uitvoeringsbevoegdheid voor de door de nationale overheid genomen maatregelen. Zulk een bevoegdheid dient te worden onderscheiden van de normatieve bevoegdheid die door artikel 6, § 1, IX, 1^o, van de bijzondere wet inzake arbeidsbemiddeling aan de Gewesten is toegekend.

Wat de schending van artikel 6, § 4, 3^o, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 betreft, stelt de Ministerraad dat in tegenstelling met wat de verzoekende partij aanvoert, de associatie, in de vorm van een advies zowel van de subregionale tewerkstellingscomité bij het onderzoek van de aanvragen, als van de Gewestexecutieven bij de goedkeuring van de aanvragen, uitdrukkelijk is voorzien, zodat de bijzondere wet strikt wordt in acht genomen.

2.A.2.3. In haar conclusie licht de Executieve van het Waalse Gewest artikel 6, § 1, IX, 2^o, b, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 ertoe.

De eigen bevoegdheid van het Gewest begrijpt volgens de Executieve het uitvaardigen van maatregelen binnen het kader van de nationale maatregelen, het uitvoeren van al deze maatregelen en het verzekeren van de individuele toepassing ervan.

De Executieve bespreekt vervolgens de verschillende onderdelen van het tweede middel en besluit dat het koninklijk besluit nr. 473 op meerdere punten strijdig is met artikel 6, § 1, IX, 2^o, van de bijzondere wet.

Het koninklijk besluit nr. 473 schendt ook artikel 6, § 4, 3^o, van de bijzondere wet dat de nationale overheid verplicht de Gewestexecutieven te betrekken bij de goedkeuring van de Derde Arbeidscircuit-projecten. Artikel 18 van het koninklijk besluit handhaaft met name de beslissingsbevoegdheid van de nationale ministers en bepaalt dat de projecten worden goedgekeurd op voorstel van een interministeriële commissie, waarvan de samenstelling aan de Koning is opgedragen. De Gewestexecutieven zetelen in die commissie, doch zijn in de minderheid en beschikken over geen enkele beslissingsbevoegdheid.

Over het onderwerp van het bestreden besluit

2.B.1. Het bestreden koninklijk besluit nr. 473 wijzigt, wat het Derde Arbeidscircuit betreft, het koninklijk besluit nr. 25 van 24 maart 1982 tot opzetting van een programma ter bevordering van de werkgelegenheid in de niet-commerciële sector.

Het onderwerp van het bestreden koninklijk besluit nr. 473 valt onder het 2^o, b, van artikel 6, § 1, IX, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 dat, enerzijds, de Gewesten bevoegdheid toekent voor de plaatsing van werklozen die tijdelijk en buiten kader worden tewerkgesteld voor activiteiten van algemeen belang, en anderzijds, aan de nationale overheid de bevoegdheid voorbehoudt om vooraf, inzake het tewerkstellingsbeleid, maatregelen te treffen, die ertoe strekken de werkloosheid op te slopen.

Over de bevoegdheid van de Gewesten inzake de plaatsing van werklozen

2.B.2. De terzake toepasselijke bepalingen zijn de artikelen 6, § 1, IX, 2^o, en 6, § 4, 3^o, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980.

Artikel 6, § 1, IX, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 bepaalt :

« De aangelegenheden bedoeld in artikel 107quater van de Grondwet zijn :

...

IX. Wat het tewerkstellingsbeleid betreft :

...

2° Ter uitvoering van de maatregelen door de nationale overheid vastgesteld :

- a) de plaatsing van werklozen in het kader van de tewerkstelling door het Gewest, de ondergeschikte besturen en de natuurlijke personen en rechtspersonen;
- b) de plaatsing van werklozen die tijdelijk en buiten kader worden tewerkgesteld voor activiteiten van algemeen belang;

... ».

Artikel 6, § 4, 3°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 bepaalt :

« De Executieven worden betrokken bij :

... ».

3° De maatregelen ter plaatsing van de werklozen en de goedkeuring van de projecten bedoeld in § 1, IX, 2° ».

2.B.3. Uit het samen lezen van voormelde teksten vloeit voort dat ten aanzien van de aangelegenheid « plaatsing van werklozen » een bevoegdheidsverdeling tot stand is gebracht tussen de nationale overheid, die de voor die plaatsing geldende maatregelen vaststelt, en de gewestelijke overheid, die eveneens over een eigen bevoegdheid beschikt welke echter afhankelijk is gesteld van elders vastgestelde maatregelen, waarbij de Executieven evenwel moeten worden betrokken.

De omvang van de aangelegenheid « plaatsing van werklozen » die onder de Gewesten ressorteert, is dus beperkt doordat hun bevoegdheid slechts kan worden uitgeoefend binnen het kader van de maatregelen waardoor de nationale overheid heeft beslist inzake het tewerkstellingsbeleid gericht op de plaatsing van werklozen; dat is de draagwijdte van het begrip « ter uitvoering van ... ».

Voor het vaststellen van de maatregelen die zij noodzakelijk acht met het oog op de terugdringing van de werkloosheid — wat de essentie van haar bevoegdheid uitmaakt —, kan de nationale overheid niet alleen handelen door haar wetgevend orgaan, maar ook door haar uitvoerend orgaan, daarin begrepen de administratieve diensten die onder haar ressorteren, zonder dat zij daarom en daardoor het terrein van de aan de Gewesten toegewezen bevoegdheid betreedt.

De door de bijzondere wet aan de nationale overheid toegekende bevoegdheid om « maatregelen vast te stellen » — de normatieve bevoegdheid van de nationale overheid — laat evenwel niet toe maatregelen vast te stellen die het Gewest beletten in voorkomend geval regels ter uitvoering van de bedoelde maatregelen vast te stellen en de individuele toepassing van die maatregelen te verzekeren.

2.B.4. Met toepassing van artikel 6, § 4, 3°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 moeten de Executieven « betrokken worden » bij :

- a) de maatregelen vastgesteld met het oog op de plaatsing van werklozen, dus bij de uitoefening van de nationale bevoegdheid;
- b) de goedkeuring van de projecten opgezet met toepassing van de door de nationale overheid vastgestelde en door de gewestelijke overheid uitgevoerde maatregelen.

Anders dan de bepalingen van artikel 6, § 1, IX, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 die de bevoegdheid inzake het tewerkstellingsbeleid regelen, kan de bepaling van artikel 6, § 4, 3°, van de bijzondere wet niet worden beschouwd als een regel voor het bepalen van de onderscheiden bevoegdheid van de Staat en de Gewesten in de zin van artikel 1, § 1, van de organieke wet van 28 juni 1983.

Deze bepaling legt de nationale overheid verplichtingen op bij de uitoefening van sommige aspecten van haar bevoegdheid op het vlak van het tewerkstellingsbeleid, doch regelt in geen enkel opzicht de onderscheiden wetgevende bevoegdheid van de Staat en de Gewesten in die aangelegenheid.

Het Arbitragehof is bijgevolg niet bevoegd een evneutele schending van die bepaling te sanctioneren.

Derhalve vermag het Hof de geldigheid van het bestreden koninklijk besluit nr. 473 slechts te toetsen aan de bepalingen van artikel 6, § 1, IX, 2°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980.

Over de beide middelen samen

2.B.5.1. Artikel 1 van het aangevochten koninklijk besluit nr. 473 wijzigt hoofdstuk III van koninklijk besluit nr. 25 van 24 maart 1982 betreffende het Derde Arbeidscircuit tot opzetting van een programma ter bevordering van de werkgelegenheid in de niet-commerciële sector, gewijzigd bij koninklijk besluit nr. 115 van 23 december 1982 en bij koninklijk besluit nr. 255 van 31 december 1983.

2.B.5.1.a. De artikelen 13 en 14 vormen de eerste afdeling van hoofdstuk III van het gewijzigd koninklijk besluit en bepalen het toepassingsgebied.

Het artikel 13 bepaalt dat de activiteiten die het onderwerp kunnen zijn van het Derde Arbeidscircuit, moeten ressorteren onder de niet-commerciële sector, en de aanwerving mogelijk moeten maken van structurele werklozen die gedomicilieerd zijn in het bevoegdheidsgebied van de subregionale tewerkstellingsdienst waaronder de werkgever ressorteert. Ook volgens artikel 13 bepaalt een in ministerraad overlegd koninklijk besluit welke de activiteiten zijn — onder de in hoofdstuk III beoogde — die aanleiding kunnen geven tot vergoeding vanwege de derden-gebruikers. Het artikel 14, van zijn kant, bepaalt wie de werkgevers kunnen zijn — ondergeschikte besturen en natuurlijke personen en rechtspersonen — en voorziet dat de Koning bij in ministerraad overlegd koninklijk besluit het Derde Arbeidscircuit toepasselijk kan verklaren voor andere categorieën van werkgevers.

Aangezien de nationale overheid bevoegd is om de maatregelen inzake de plaatsing van werklozen vast te stellen, schenden de artikelen 13 en 14 niet de in artikel 6, § 1, IX, 2°, b, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 vervatte bevoegdheidsregels, door het toepassingsgebied van het Derde Arbeidscircuit te bepalen en de Koning tot uitbreiding ervan te machtigen.

2.B.5.1.b. De artikelen 15 en 16 vormen de tweede afdeling van hoofdstuk III van het gewijzigd koninklijk besluit en bepalen de aard en de wijze van tussenkomst van de Staat in het loon van de werknemers die in het Derde Arbeidscircuit zijn tewerkgesteld. Het artikel 15 bepaalt met name dat de werkgever een deel van het loon en de desbetreffende sociale lasten, die door de Staat worden gedragen, op zich dient te nemen. Het artikel 16 bepaalt dat de voorwaarden betreffende de bezoldiging door de Staat bij een in ministerraad overlegd koninklijk besluit zullen worden bepaald en regelt de modaliteiten van de doorbetaling aan de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening van de aan derden-gebruikers opgelegde vergoeding.

Door de bepalingen van de artikelen 15 en 16 aan te nemen, is de nationale overheid binnen het kader gebleven van de maatregelen die zij gemachtigd is te nemen als bevoegde overheid voor het bepalen van de algemene voorwaarden betreffende de financiële tussenkomst bij de plaatsing van werklozen, en heeft zij de uitvoeringsbevoegdheid van de Gewesten in die aangelegenheid niet aangetast.

2.B5.1.c. De artikelen 17 tot 19 vormen de derde afdeling van hoofdstuk III en regelen de organisatie van het Derde Arbeidscircuit.

Het artikel 17 belast de R.V.A. met de betaling van het loon en de sociale lasten evenals met het terugvorderen van de financiële tussenkomst van de werkgevers. Het bepaalt ook dat sommige werkgevers volledig of gedeeltelijk kunnen vrijgesteld van de in artikel 15 voorgeschreven financiële tussenkomst. Die vrijstelling wordt toegekend door de Ministers van Tewerkstelling en Arbeid en van Begroting, op voorstel van een interministeriële commissie waarvan de samenstelling door de Koning wordt geregeld.

De in het artikel 17 vervatte bepalingen overschrijden geenszins de bevoegdheid van de nationale overheid om de algemene maatregelen inzake de plaatsing van werklozen te nemen. Tot die maatregelen behoren immers die welke voorschrijven dat de betaling van het loon ten laste van de Staat zal gebeuren door de R.V.A. — nationaal organisme —, evenals de maatregelen die handelen over de vrijstelling van financiële tussenkomst vanwege de werkgevers in de betaling van de sociale lasten.

Het artikel 18 belast de Koning met het bepalen van de procedure voor de indiening en het onderzoek en ook de voorwaarden voor de goedkeuring van de Derde Arbeidscircuit-aanvragen. De subregionale tewerkstellingscomités moeten in alle gevallen worden geraadpleegd. De goedkeuring van de aanvragen door de Minister van Tewerkstelling en Arbeid en de Minister van Begroting moet gebeuren met een gemotiveerde beslissing indien zij niet overeenstemt met het advies van de vermelde comités. Bovendien bepaalt artikel 18 dat de Gewestexecutieven bij de goedkeuring van de aanvragen moeten worden betrokken.

De nationale overheid is binnen de grenzen van haar bevoegdheid gebleven door de basisbeginselen te regelen van de procedure voor het indienen en het onderzoeken van de aanvragen betreffende de in het Derde Arbeidscircuit tewerkgestelde werknemers.

Zij heeft evenmin haar bevoegdheid overschreden door te voorzien in de tussenkomst van een interministeriële commissie in de procedure die aan de goedkeuring van de aanvragen voorafgaat; zij verhindert, tenslotte, de Gewesten niet hun uitvoeringsbevoegdheid uit te oefenen inzake de plaatsing van werklozen, vermits zij bepaalt dat de Gewestexecutieven bij de goedkeuringsbeslissing dienen te worden betrokken.

Weliswaar situeert de goedkeuring van concrete projecten zich binnen de uitvoering van door de nationale overheid vastgestelde maatregelen tot plaatsing van werklozen.

Op grond van artikel 6, § 1, IX, 2^o, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, zou kunnen gesteld worden dat die goedkeuring van concrete projecten behoort tot de uitvoerings- en toepassingsbevoegdheid van de gewestelijke overheden.

De bepaling van artikel 6, § 1, IX, 2^o, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 kan evenwel niet geïsoleerd worden en moet worden samen gelezen met de bepaling van artikel 6, § 4, 3^o, naar luid waarvan de Executieven « betrokken worden bij » zowel de maatregelen tot plaatsing van werklozen als de goedkeuring van de projecten, wat noodzakelijkerwijze meteen insluit dat de uiteindelijke beslissing terzake tot de bevoegdheid van de nationale overheid blijft behoren.

Artikel 18, tweede lid, van het bestreden koninklijk besluit nr. 473, dat de goedkeuringsbevoegdheid toekent, zoals voorheen, aan de Minister van Tewerkstelling en Arbeid en de Minister van Begroting, is derhalve evenmin aangetast door bevoegdheidsoverschrijding.

Het artikel 19 belast de R.V.A. met het voordragen van de werknemers die in het Derde Arbeidscircuit zullen worden tewerkgesteld, rekening houdend met de structuur van de langdurige werkloosheid in het ambtsgebied van elke sub-regionale tewerkstellingsdienst.

Het voorstellen van de werknemers die in het Derde Arbeidscircuit zullen worden tewerkgesteld vormt een individuele toepassingsmaatregel, die genomen is ter uitvoering van de norm die de algemene voorwaarden betreffende het Derde Arbeidscircuit vaststelt. Door aan de R.V.A., openbaar organisme onder de uitsluitende controle van de nationale overheid, de bevoegdheid over te dragen om de in het Derde Arbeidscircuit tewerk te stellen werknemers voor te dragen, overschrijdt de nationale overheid haar bevoegdheid vermits zij de Gewesten verhindert de hun eigen bevoegdheid inzake de uitvoering van de maatregelen tot plaatsing van werklozen uit te oefenen. Het artikel 19 is derhalve door bevoegdheidsoverschrijding aangetast.

2.B5.1.d. De artikelen 20 tot 22 vormen de vierde afdeling van hoofdstuk III van het gewijzigd koninklijk besluit en regelen de toestand van de in het Derde Arbeidscircuit tewerkgestelde werknemers.

Het artikel 20, eerste lid, past op die werknemers de bepalingen toe van de wet betreffende de arbeidsovereenkomsten, onder voorbehoud van sommige afwijkingen omschreven in het tweede lid.

Het eerste en het tweede lid van het artikel 20 vallen binnen het kader van de bevoegdheid die aan de nationale overheid is toegekend om de algemene maatregelen betreffende de plaatsing van werknemers aan te nemen.

Het derde lid van het artikel 20 kent aan de administrateur-generaal van de R.V.A. de bevoegdheid toe om de arbeidsovereenkomsten goed te keuren, nadat de directeur van de subregionale tewerkstellingsdienst heeft nagegaan of de werknemer aan de aanwervingsvoorwaarden voldoet.

Zoals net is opgesteld, sluit artikel 20, derde lid, de gewestelijke overheid uit bij het sluiten en het goedkeuren van de overeenkomst, evenzeer als het de gewestelijke overheid geen rol voorbehoudt in de uitvoering van de overeenkomst.

Artikel 20, derde lid, is derhalve door bevoegdheidsoverschrijding aangetast.

De artikelen 21 en 22 regelen het financieel en administratief statuut van de werknemer en sommige aanwervingsvoorwaarden.

De nationale overheid, die bevoegd is om de maatregelen betreffende de plaatsing van werklozen aan te nemen, is bevoegd om het financieel en administratief statuut, evenals de aanwervingsvoorwaarden van de in het Derde Arbeidscircuit tewerkgestelde werklozen vast te stellen.

2.B5.1.e. De artikelen 23 en 24 vormen de vijfde afdeling van hoofdstuk III, die handelt over de administratieve sancties en strafbepalingen die van toepassing zijn in het Derde Arbeidscircuit.

Het artikel 23 voorziet in administratieve sancties jegens werkgevers die werknemers buiten de in het Derde Arbeidscircuit-project omschreven voorwaarden tewerkstellen. Het bepaalt ook dat de toepassing van die sancties is voorbehouden aan de Minister van Tewerkstelling en Arbeid, volgens de modaliteiten die door de Koning worden vastgesteld.

De nationale overheid, die belast is met het nemen van algemene maatregelen, is weliswaar bevoegd om administratieve sancties voor te schrijven, maar de bevoegdheid om ze toe te passen vormt een uitvoeringsmaatregel in de zin van artikel 6, § 1, IX, 2^o, b, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 en komt dus toe aan de Gewesten.

Het artikel 23 is door bevoegdheidsoverschrijding aangetast in zover het aan de Minister van Tewerkstelling en Arbeid de bevoegdheid voorbehoudt om administratieve sancties toe te passen.

Het artikel 24 voorziet in strafbepalingen jegens werkgevers die de bedragen die zij met toepassing van de artikelen 15, 16 en 17 verschuldigd zijn, ten laste van de in dienst genomen werknemer leggen.

De bevoegdheid die in dat artikel door de nationale overheid wordt uitgeoefend, schendt de bepalingen van artikel 6, § 1, IX, 2^o, b, van de bijzondere wet niet.

2.B.5.1.f. Het artikel 25 machtigt de Koning de ambtenaren aan te wijzen die erop toezien dat de werkgevers de voorwaarden en de taken naleven die in de goedgekeurde aanvraag zijn bepaald voor de tewerkstelling van de werknemers.

Die bepaling belet niet dat de gewestelijke overheid eveneens ambtenaren zou aanwijzen, die ermede belast zouden zijn erop toe te zien dat de werkgevers de voorwaarden met betrekking tot het Derde Arbeidscircuit zouden naleven.

Indien het artikel 25 dus bepaalde taken van toezicht aan de nationale overheid toevertrouwt, belet die bepaling niet dat de Gewesten hun aanvullende bevoegdheid met betrekking tot de uitvoering van de plaatsing van werklozen zouden uitoefenen. Aldus overschrijdt het artikel 25 niet de bevoegdheden die door artikel 6, § 1, IX, 2, b, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 aan de nationale overheid zijn toegewezen.

2.B.5.2. Artikel 2 van koninklijk besluit nr. 473 vervangt artikel 25, dat hoofdstuk IV van het koninklijk besluit nr. 25 vormt, door de nieuwe artikelen 26 en 27 die overgangs- en slotbepalingen bevatten.

Het artikel 26 bevat een overgangsbepaling die geen schending van een bevoegdheidsregel inhoudt.

Het artikel 27 vertrouwt de uitvoering van het koninklijk besluit nr. 25 toe aan de ministers die de werking en de begroting in hun bevoegdheid hebben. Gelet op de vernietiging van de artikelen 19, 20, derde lid, en 23, van het koninklijk besluit nr. 25 door het huidig arrest, kan die opdracht niet begrepen worden als zijnde een aanmatiging van de gewestelijke bevoegdheid met betrekking tot de plaatsing van werklozen.

2.B.5.3. Artikel 3 stelt de datum van inwerkingtreding van het koninklijk besluit nr. 473 vast en houdt geen schending in van bevoegdheidsbepalende regels.

2.B.5.4. Zoals in alle wetten en bijzondere-machten-besluiten wordt in artikel 4, de uitvoering van de nationaal getroffen maatregelen ook hier toevertrouwd aan nationale overheden. Gelet op de gedeeltelijke vernietiging van het koninklijk besluit nr. 473 door het huidig arrest, kan die opdracht niet begrepen worden als zijnde een aanmatiging van gewestelijke bevoegdheid met betrekking tot de plaatsing van werklozen.

2.B.6. Het Hof stelt vast, enerzijds, dat, op het ogenblik waarop de bestreden bepalingen werden genomen, in het administratief arrondissement van Brussel-Hoofdstad de nationale overheid inzake tewerkstellingsbeleid alleen bevoegd was en, anderzijds, dat het bestreden koninklijk besluit nr. 473 van toepassing is in de drie Gewesten van het land. Om die reden, wordt de vernietiging van de artikelen van het koninklijk besluit nr. 473 beperkt tot het Vlaamse en het Waalse Gewest.

2.B.7. Met het oog op de rechtszekerheid, teneinde de rechtstoestand van de in het Derde Arbeidscircuit tewerkgestelde werknemers veilig te stellen, dient, bij wege van algemene beschikking, de terugwerking van de vernietiging van de artikelen te worden beperkt, zulks, krachtens artikel 124 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, met toepassing van artikel 6, tweede lid, van de wet van 28 juni 1983 houdende de inrichting, de bevoegdheid en de werking van het Arbitragehof.

Om die redenen,
het Hof,

1. vernietigt artikel 4, 2^o, van de wet van 30 maart 1987 tot bekrachtiging van de koninklijke besluiten uitgevaardigd ter uitvoering van artikel 1 van de wet van 27 maart 1986 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning, voor zover die bepaling de artikelen 19, 20, derde lid, en 23 bekrachtigt van het koninklijk besluit nr. 473 van 28 oktober 1986 tot wijziging, wat het Derde Arbeidscircuit betreft, van het koninklijk besluit nr. 25 van 24 maart 1982 tot opzetting van een programma ter bevordering van de werkgelegenheid in de niet-commerciële sector, evenals de vermelde artikelen 19, 20, derde lid, en 23 van voormeld koninklijk besluit voor zover die bepalingen voor het Vlaamse Gewest en het Waalse Gewest gelden;

2. verwerpt het beroep voor het overige;

3. handhaaft definitief de gevolgen van de aldus vernietigde bepalingen ten aanzien van alle overeenkomsten die vóór de dag van de bekendmaking van dit arrest op grond van de aangevochten normen zijn tot stand gekomen.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 124 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof en artikel 55 van de wet van 28 juni 1983 houdende de inrichting, de bevoegdheid en de werking van het Arbitragehof, ter openbare terechtzitting van 2 februari 1989.

De griffier,
H. VAN DER ZWALMEN

De voorzitter,
E. GUTT.

D. 89 — 453

Urteil

Geschäftsverzeichnisnummer : 76.

Urteil Nr. 2/89 vom 2. Februar 1989.

In Sachen : Klage der Wallonischen Regionalexekutive auf Nichtigerklärung des Artikels 4^o des Gesetzes vom 30. März 1987 zur Bekräftigung der königlichen Erlasse, festgelegt in Ausführung von Artikel 1 des Gesetzes vom 27. März 1986 zur Gewährung bestimmter Sondervollmachten an den König, und nötigenfalls auf Nichtigerklärung des königlichen Erlasses Nr. 473 vom 28. Oktober 1986.

Der Schiedsgerichtshof,
zusammengesetzt aus den Vorsitzenden J. Delva und E. Gutt,
und den Richtern J. Sarot, I. Petry, J. Wathélet, D. Andre, F. Debaedts, L. De Greve, K. Blanckaert,
L.P. Suetens, M. Melchior und H. Boel,

unter Assistenz des Kanzlers H. Van Der Zwalmen,
unter dem Vorsitz des Vorsitzenden E. Gutt,
verkündet nach Beratung folgendes Urteil :

I. Klagegegenstand :

Mit Klageschrift vom 31. März 1988, dit mit am selben Tag bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief dem Hof zugesandt wurde und am 1. April 1988 bei der Kanzlei eingegangen ist, erhob die Wallonische Regionalexekutive Klage auf Nichtigerklärung des Artikels 4 2° des Gesetzes vom 30. März 1987 zur Bekräftigung der königlichen Erlasse, festgelegt in Ausführung von Artikel 1 des Gesetzes vom 27. März 1986 zur Gewährung bestimmter Sondervollmachten an den König, und nötigenfalls auf Nichtigerklärung des königlichen Erlasses Nr. 473 vom 28. Oktober 1986 zur Abänderung, was den dritten Arbeitskreis betrifft, des königlichen Erlasses Nr. 25 vom 24. März 1982 zur Schaffung eines Programms zur Förderung der Beschäftigung im nichtgewerblichen Sektor, so wie durch Artikel 4 2° des vorgenannten Gesetzes vom 30. März 1987 bekräftigt.

II. Verfahren :

Durch Anordnung vom 1. April 1988 hat der amtierende Vorsitzende gemäss den Artikeln 46, §1, 48 und 49 des Gesetzes vom 28. Juni 1983 über die Organisation, die Zuständigkeit und die Arbeitsweise des Schiedsgerichtshofes die Mitglieder der Besetzung bezeichnet.

Die durch Artikel 58 des vorgenannten Gesetzes vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte im *Belgisches Staatsblatt* vom 28. April 1988.

Gemäss den Artikeln 59 und 113 des Gesetzes erfolgten die Benachrichtigungen über die Klageerhebung mit Einschreibebriefen, die am 28. April 1988 bei der Post aufgegeben und am 28. April bzw. 2. Mai 1988 den Adressaten zugestellt wurden.

Der Ministerrat hat am 30. Mai 1988 einen Schriftsatz eingereicht.

In Ausführung von Artikel 1 der Richtlinie des Hofes vom 15. Dezember 1987 (*Belgisches Staatsblatt* vom 29. Dezember 1987) wurden die in Artikel 69 des Gesetzes vom 28. Juni 1983 genannten Personen und Organe mit am 7. Juni 1988 bei der Post aufgegebenen und am 8. Juni 1988 den Adressaten zugestellten Einschreibebriefen von diesem Schriftsatz in Kenntnis gestellt.

Die Wallonische Regionalexekutive hat mit am 18. Juli 1988 bei der Post aufgegebenem und am 19. Juli 1988 bei der Kanzlei eingegangenem Einschreibebrief Anträge zukommen lassen.

In Ausführung von Artikel 3d der Richtlinie des Hofes vom 15. Dezember 1987 wurden diese Anträge mit am 26. Juli 1988 bei der Post aufgegebenen und am 27. bzw. 28. Juli 1988 den Adressaten zugestellten Einschreibebriefen mitgeteilt.

Durch Anordnung vom 15. September 1988 hat der Hof die für die Urteilsfällung festgelegte Frist bis zum 31. März 1989 verlängert.

Durch Anordnung vom 11. Oktober 1988 hat der Vorsitzende Gutt die Rechtssache dem vollzählig tagenden Hof vorgelegt.

Durch Anordnung vom selben Tag hat der Hof die Rechtssache für verhandlungsreif erklärt und die Sitzung auf den 3. November 1988 anberaumt.

Von dieser Anordnung wurden die Parteien in Kenntnis gesetzt, die ebenso wie ihre Rechtsanwälte mit am 12. Oktober 1988 bei der Post aufgegebenen und am 13. bzw. 14. Oktober 1988 den Adressaten zugestellten Einschreibebriefen über die Terminfestsetzung informiert wurden.

In der Sitzung vom 3. November 1988 :

— sind erschienen :

RA V. Thiry, in Lüttich zugelassener Anwalt, für die Wallonische Regionalexekutive, rue de Fer 42 in 5000 Namur;

RA M. Mahieu, in Brüssel zugelassener Anwalt, für den Ministerrat, rue de la Loi 16 in 1000 Brüssel;

— haben die Richter D. André und L.P. Suetens Bericht erstattet;

— wurden die vorgenannten Rechtsanwälte gehört;

— wure die Rechtssache zur Beratung bestimmt.

Das Verfahren wurde gemäss den sich auf den Sprachengebrauch vor dem Schiedsgerichtshof beziehenden Artikel 52 und folgenden des Gesetzes vom 28. Juni 1983 geführt.

Nach Inkrafttreten des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedsgerichtshof unterliegt das Verfahren gemäss Artikel 124 dieses Sondergesetzes weiterhin dem Gesetz vom 28. Juni 1983.

III. In rechtlicher Beziehung :

Bezüglich der Zuständigkeit des Hofes.

1.A.1. Der Ministerrat erhebt in seinem Schriftsatz vom 30. Mai 1988 eine Unzuständigkeitseinrede.

Die Klage der Exekutive der Wallonischen Region sei insofern zulässig, als sie gegen das Gesetz vom 30. März 1987 zur Bekräftigung der königlichen Erlasse, festgelegt in Ausführung von Artikel 1 des Gesetzes vom 27. März 1986 zur Gewährung bestimmter Sondervollmachten an den König, gerichtet sei. Der Ministerrat ist der Meinung, dass der Schiedsgerichtshof jedoch nicht angesichts des königlichen Erlasses Nr. 473 vom 28. Oktober 1986, so wie durch Artikel 4 2° des vorgenannten Gesetzes vom 30. März 1987 bekräftigt, zuständig sei. In der öffentlichen Sitzung von 3. November 1988 hat der Ministerrat erklärt, diese Einrede nicht aufrechtzuerhalten, und sich auf das Urteil des Schiedsgerichtshofes vom 8. Juni 1988 bezogen.

1.A.2. Die Exekutive der Wallonischen Region bezieht sich in ihren Anträgen auf das Urteil des Hofes vom 8. Juni 1988, aus dem hervorgehe, dass der Hof sowohl den bekräftigten Sondervollmachtenerlass als auch das Bekräftigungsgesetz prüfen könne.

« Ratione temporis » sei die Klage — der Exekutive zufolge — ebenfalls zulässig; sowohl angesichts des Bekräftigungsgesetzes als auch angesichts des Sondervollmachtenerlasses sei die vorgeschriebene Frist eingehalten worden.

1.B.1. In Anwendung von Artikel 107ter § 2 der Verfassung bestimmt Artikel 1 § 1 des Gesetzes vom 28. Juni 1983, dass der Schiedsgerichtshof im Urteilswege über Klagen auf Nichtigerklärung eines Gesetzes oder Dekrets wegen Verletzung der durch die Verfassung oder kraft dieser zur Bestimmung der jeweiligen Zuständigkeit von Staat, Gemeinschaften und Regionen festgelegten Vorschriften befindet.

1.B.2. Ein kraft eines Sondervollmachtengesetzes verabschiedeter königlicher Erlass ist ein Akt der vollziehenden Gewalt, deren Gesetzmässigkeit die Höfe und Gerichte auf Grund von Artikel 107 der Verfassung prüfen können und gegen den bei der Verwaltungsabteilung des Staatsrats eine Klage wegen Zuständigkeitsüberschreitung erhoben werden kann.

Die Bekräftigung eines Sondervollmächtererlasses durch den Gesetzgeber hat zur Folge, dass sich der Erlass der richterlichen Gesetzmässigkeitskontrolle entzieht und dessen Nichtigkeit nicht länger durch den Staatsrat festgestellt werden kann.

Durch die Bekräftigung wird der Sondervollmächtererlass als dem Gesetz gleichgestellt angesehen und kommt sein Inhalt für Beurteilung durch den Hof kraft Artikel 1 § 1 des Gesetzes vom 28. Juni 1983, das in Anwendung von Artikel 107ter § 2 der Verfassung verabschiedet worden ist, in Betracht.

1.B.3. Der Hof ist demzufolge dafür zuständig, über die Klage auf Nichtigklärung des bekräftigten Sondervollmächtererlasses Nr. 473 vom 28. Oktober 1986 zu befinden.

1.B.4. Auf Grund von Artikel 2 § 1 des organisierenden Gesetzes vom 28. Juni 1983 ist eine Klage auf Nichtigklärung eines Gesetzes nur dann zulässig, wenn sie innerhalb einer einjährigen Frist nach der Veröffentlichung des Gesetzes erhoben wird.

1.B.5. Der königliche Erlass Nr. 473 vom 28. Oktober 1986 wurde im *Belgischen Staatsblatt* vom 20. November 1986 veröffentlicht. Das Bekräftigungsgesetz vom 30. März 1987 wurde im *Belgischen Staatsblatt* vom 1. April 1987 veröffentlicht. Die Nichtigkeitsklage wurde am 31. März 1988 erhoben.

Wegen der Bekräftigung eines Sondervollmächtererlasses ist davon auszugehen, dass sich der Gesetzgeber die von der vollziehenden Gewalt in diesem Erlass geregelte Angelegenheit zu eigen gemacht hat. Die in Artikel 2 § 1, des organisierenden Gesetzes vom 28. Juni 1983 vorgeschriebene Frist läuft vom Tag der Veröffentlichung des Bekräftigungsgesetzes an, sowohl was letzteres als auch was den bekräftigten Sondervollmächtererlass betrifft. Vor diesem Tag kann gegen den Sondervollmächtererlass als Akt der vollziehenden Gewalt nämlich keine Nichtigkeitsklage beim Schiedsgerichtshof erhoben werden.

Die in Artikel 2 § 1 des organisierenden Gesetzes vom 28. Juni 1983 vorgeschriebene Frist wurde eingehalten, sowohl was das Bekräftigungsgesetz als auch was den bekräftigten Sondervollmächtererlass betrifft.

Da der Hof also sowohl angesichts des Bekräftigungsgesetzes als auch angesichts des bekräftigten Sondervollmächtererlasses zuständig ist, bezieht sich die Prüfung durch den Hof sowohl auf den entsprechenden Artikel des Bekräftigungsgesetzes als auch auf die Bestimmungen des bekräftigten Sondervollmächtererlasses.

Bezüglich der Klagegründe und der Standpunkte der Parteien

2.A.1. In einem ersten Klagegrund führt die Exekutive der Wallonischen Region die Verletzung von Artikel 107quater der Verfassung sowie von Artikel 6 § 1 IX 2° b und 6 § 4 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 an, indem der königliche Erlass Nr. 473 die Vorschriften bezüglich des dritten Arbeitskreises abändere, ohne die Regionalexekutiven auf die vorgeschriebene Weise an der Ergreifung von Arbeitsvermittlungsmassnahmen zu beteiligen, während diese Zusammenarbeit durch Artikel 6 § 4 3° des vorgenannten Sondergesetzes vorgeschrieben werde.

2.A.1.2. Der Ministerrat behauptet in der Hauptsache, dass der Klagegrund unzulässig sei; der angeführte Artikel 6 § 4 3° des Sondergesetzes vom 8. August 1980 sei keine Zuständigkeitsverteilungsvorschrift.

Wenn der Hof jedoch der Meinung sein sollte, dass Artikel 6 § 4 3° des Sondergesetzes vom 8. August 1980 doch eine Zuständigkeitsverteilungsvorschrift wäre, macht der Ministerrat subsidiär geltend, dass der erste Klagegrund für unbegründet zu erklären sei, weil die Exekutiven über den Vorentwurf des Sondervollmächtererlasses zu Rate gezogen worden seien und die angeführte Bestimmung des Sondergesetzes daher nicht verletzt worden sei.

2.A.1.3. In ihren Anträgen vom 18. Juli 1988 behauptet die Exekutive der Wallonischen Region zuerst, dass der Gegenstand des königlichen Erlasses Nr. 473 in den Rahmen des Artikels 6 § 1 IX 2° b des Sondergesetzes vom 8. August 1980 passe.

Die Exekutive ist der Meinung, dass im Gegensatz zur Behauptung des Ministerrats der erste Klagegrund, der sich hauptsächlich auf die Verletzung von Artikel 6 § 4 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 stütze, zulässig sei, weil diese Bestimmung eine Zuständigkeitsverteilungsvorschrift darstelle, deren Verletzung der Schiedsgerichtshof sanktionieren könne.

Die Exekutive vertritt ferner die Ansicht, dass der erste Klagegrund begründet sei, weil keiner der Kontakte, die zwischen dem Staat und den Regionen stattgefunden hätten, dem Erfordernis von Artikel 6 § 4 3° des besagten Sondergesetzes entspreche.

2.A.2.1. Im zweiten Klagegrund führt die Exekutive der Wallonischen Region die Verletzung von Artikel 6 § 1 IX 2° b und 6 § 4 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen an.

Auf Grund von Artikel 6 § 1 IX 2° b des Sondergesetzes vom 8. August 1980 sei der Zentralstaat dafür zuständig, allgemeine Massnahmen bezüglich des dritten Arbeitskreises festzulegen, die Regionen aber dafür, diese Massnahmen mittels einzelner oder Verordnungskarakter besitzender Entscheidungen durchzuführen. Der angefochtene königliche Erlass Nr. 473 verletze diese Bestimmung, indem die Durchführung der festgelegten Massnahmen ausschliesslich bei der nationalen Obrigkeit zentralisiert werde.

Auf Grund von Artikel 6 § 4 3° des Sondergesetzes vom 8. August 1980 müssten die Regionalexekutiven an der Genehmigung von Projekten bezüglich des dritten Arbeitskreises beteiligt werden.

Der königliche Erlass Nr. 473 erlaube nicht eine solche Beteiligung und verletze somit diese Bestimmung.

2.A.2.2. Was den zweiten Klagegrunds anbelangt, behauptet der Ministerrat zuerst, dass er unzulässig sei, insofern die Verletzung von Artikel 6 § 4 3° des Sondergesetzes vom 8. August 1980, der keine Zuständigkeitsverteilungsvorschrift darstelle, angeführt werde.

Der Ministerrat ist ferner der Ansicht, dass der zweite Klagegrund insgesamt zurückzuweisen sei.

Was Artikel 6 § 1 IX 2° b des Sondergesetzes vom 8. August 1980 betrifft, sei die Regionalzuständigkeit in ihrem Gegenstand beschränkt; sie bezwecke nur den Einsatz von Arbeitslosen, während die Beschäftigungspolitik national sei. Die Regionalzuständigkeit — so der Ministerrat — sei auch in ihren Mitteln beschränkt, sie sei eine Durchführungskompetenz für von der nationalen Obrigkeit getroffene Massnahmen. Eine solche Zuständigkeit unterscheide sich von der durch Artikel 6 § 1 IX 1° des Sondergesetzes in bezug auf die Arbeitsvermittlung den Regionen erteilten Rechtsetzungsbefugnis.

Was die Verletzung von Artikel 6 § 4 3° des Sondergesetzes vom 8. August 1980 betrifft, so behauptet der Ministerrat, dass im Gegensatz zu dem, was die klagende Partei anführe, die Beteiligung in der Form einer Stellungnahme sowohl der subregionalen Beschäftigungsausschüsse bei der Prüfung der Anträge als auch der Regionalexekutiven bei der Genehmigung der Anträge ausdrücklich vorgesehen sei, so dass das Sondergesetz genau beachtet werde.

2.A.2.3. In ihren Anträgen erläutert die Exekutive der Wallonischen Region Artikel 6 § 1 IX 2° b des Sondergesetzes, die eigene Zuständigkeit der Region umfasse — so die Exekutive — die Festlegung von Massnahmen im Rahmen der nationalen Bestimmungen, die Durchführung all dieser Massnahmen und die Sicherung der Einzelanwendung derselben.

Die Exekutive analysiert anschliessend die einzelnen Teile des zweiten Klagegrunds und konkludiert, dass der königliche Erlass Nr. 473 in verschiedenen Punkten im Widerspruch zu Artikel 6 § 1 IX 2° des Sondergesetzes stehe.

Der königliche Erlass Nr. 473 verletze auch Artikel 6 § 4 3° des Sondergesetzes, der die nationale Obrigkeit dazu verpflichte, die Regionalexekutiven an der Genehmigung der Projekte des dritten Arbeitskreises zu beteiligen. Artikel 18 des königlichen Erlasses erhalte namentlich die Entscheidungsbefugnis der nationalen Minister aufrecht und bestimme, dass die Projekte auf Vorschlag eines interministeriellen Ausschusses genehmigt würden, dessen Zusammensetzung der König festlege. Die Regionalexekutiven sässen zwar in diesem Ausschuss, aber sie seien in der Minderheit und hätten keinerlei Entscheidungsbefugnis.

Bezüglich des Gegenstands des angefochtenen Erlasses

2.B.1. Der angefochtene königliche Erlass Nr. 473 ändert, was den dritten Arbeitskreis betrifft, den königlichen Erlass Nr. 25 vom 24. März 1982 zur Schaffung eines Programms zur Förderung der Beschäftigung im nichtgewerblichen Sektor ab.

Der Gegenstand des angefochtenen königlichen Erlasses Nr. 473 fällt unter 2° b des Artikels 6 § 1 IX des Sondergesetzes vom 8. August 1980, der einerseits den Regionen die Zuständigkeit für den Einsatz von zeitweilig und ausser Kader in Tätigkeiten allgemeinen Interesses beschäftigten Arbeitslosen erteilt und andererseits der nationalen Obrigkeit die Zuständigkeit vorbehält, vorab beschäftigungspolitische Massnahmen zum Abbau der Arbeitslosigkeit zu ergreifen.

Bezüglich der Zuständigkeit der Regionen hinsichtlich des Einsatzes von Arbeitslosen

2.B.2. Die einschlägigen Bestimmungen sind die Artikel 6 § 1 IX 2° und 6 § 4 3° des Sondergesetzes vom 8. August 1980.

Artikel 6 § 1 IX des Sondergesetzes vom 8. August 1980 bestimmt :

« Die Angelegenheiten im Sinne des Artikels 107quater der Verfassung sind :

...

IX. Was die Beschäftigungspolitik betrifft :

...

2° In Ausführung der von der nationalen Obrigkeit festgelegten Massnahmen :

a) Der Einsatz von Arbeitslosen im Rahmen der Beschäftigung durch die Region, die nachgeordneten Behörden und die natürlichen und juristischen Personen;

b) Der Einsatz von Arbeitslosen, die zeitweilig und ausser Kader in Tätigkeiten allgemeinen Interesses beschäftigt werden;

... ».

Artikel 6 § 4 3° des Sondergesetzes vom 8. August 1980 bestimmt :

« Die Exekutiven werden beteiligt an :

...

3° Den Massnahmen für den Einsatz von Arbeitslosen und der Genehmigung von Projekten im Sinne von § 1 IX 2° ».

2.B.3. Aus der Verbindung der vorgenannten Texte geht hervor, dass angesichts der Angelegenheit « Einsatz von Arbeitslosen » eine Zuständigkeitsverteilung zwischen der nationalen Obrigkeit, die die für den Einsatz geltenden Massnahmen festlegt, und der regionalen Obrigkeit, die ebenfalls über eine eigene Zuständigkeit verfügt, welche jedoch von anderweitig festgelegten Massnahmen abhängig gemacht wird, an denen die Exekutiven gleichwohl beteiligt werden müssen, zustande gebracht worden ist.

Der Umfang der Angelegenheit « Einsatz von Arbeitslosen », die den Regionen untersteht, ist dadurch beschränkt, dass ihre Zuständigkeit nur im Rahmen der Massnahmen, die von der nationalen Obrigkeit im Bereich der auf den Einsatz von Arbeitslosen gerichteten Beschäftigungspolitik festgelegt worden sind, ausgeübt werden kann; dies ist die Tragweite des Begriffs « in Ausführung der ... ».

Zur Festlegung der Massnahmen, die sie im Hinblick auf den Abbau der Arbeitslosigkeit — was das Wesentliche ihrer Zuständigkeit ausmacht — für notwendig hält, kann die nationale Obrigkeit nicht nur über ihr gesetzgebendes Organ handeln, sondern auch über ihr vollziehendes Organ, und zwar einschliesslich der ihr unterstehenden Verwaltungsdienststellen, ohne dass sie deshalb und dadurch in den Bereich der den Regionen zugewiesenen Zuständigkeit eingreifen würde.

Die durch das Sondergesetz der nationalen Obrigkeit erteilte Zuständigkeit, « Massnahmen festzulegen », — die Rechtsetzungsbefugnis der nationalen Obrigkeit — erlaubt jedoch nicht die Festlegung von Massnahmen, die die Region daran hindern, vorkommendenfalls Vorschriften in Ausführung besagter Massnahmen festzulegen und die Einzelanwendung dieser Massnahmen sicherzustellen.

2.B.4. In Anwendung von Artikel 6 § 4 3° des Sondergesetzes vom 8. August 1980 müssen die Exekutiven an :

a) den im Hinblick auf den Einsatz von Arbeitslosen festgelegten Massnahmen, also an der Ausübung der nationalen Zuständigkeit,

b) der Genehmigung von Projekten, ausgearbeitet in Anwendung der von der nationalen Obrigkeit festgelegten und von der regionalen Obrigkeit durchgeführten Massnahmen, « beteiligt werden ».

Im Gegensatz zu den Bestimmungen von Artikel 6 § 1 IX des Sondergesetzes vom 8. August 1980, die die Zuständigkeit in bezug auf die Beschäftigungspolitik regeln, kann die Bestimmung von Artikel 6 § 4 3° des Sondergesetzes nicht als eine Vorschrift zu Bestimmung der jeweiligen Zuständigkeit von Staat und Regionen im Sinne des Artikels 1 § 1 des organisierenden Gesetzes vom 28. Juni 1983 betrachtet werden.

Diese Bestimmung erlegt der nationalen Obrigkeit Verpflichtungen bei der Ausübung gewisser Aspekte ihrer Zuständigkeit im Bereich der Beschäftigungspolitik auf, aber regelt in keinerlei Hinsicht die jeweilige Normgebungskompetenz von Staat und Regionen in dieser Angelegenheit.

Der Schiedsgerichtshof ist demzufolge nicht zuständig, eine eventuelle Verletzung dieser Bestimmung zu sanktionieren.

Deshalb kann der Hof die Gültigkeit des angefochtenen königlichen Erlasses Nr. 473 nur anhand der Bestimmungen von Artikel 6 § 1 IX 2° des Sondergesetzes vom 8. August 1980 prüfen.

Bezüglich der beiden Klagegründe zusammen :

2.B.5.1. Artikel 1 des angefochtenen königlichen Erlasses Nr. 473 ändert Kapitel III des königlichen Erlasses Nr. 25 vom 24. März 1982 in bezug auf den dritten Arbeitskreis zur Schaffung eines Programms zur Förderung der Beschäftigung im nichtgewerblichen Sektor ab, abgeändert durch den königlichen Erlass Nr. 115 vom 23. Dezember 1982 sowie durch den königlichen Erlass Nr. 255 vom 31. Dezember 1983.

2.B.5.1.a. Die Artikel 13 und 14 bilden den ersten Teil von Kapitel III des abgeänderten königlichen Erlasses und legen den Anwendungsbereich fest.

Artikel 13 bestimmt, dass die Tätigkeiten, die Gegenstand des dritten Arbeitskreises sein können, zum nicht-gewerblichen Sektor gehören und die Einstellung strukturmassiger Arbeitsloser ermöglichen müssen, die im Zuständigkeitsgebiet des subregionalen Arbeitsvermittlungsamtes, dem der Arbeitgeber untersteht, wohnhaft sind. Ebenfalls nach Artikel 13 bestimmt ein im Ministerrat verhandelter königlicher Erlass, welche von den in Kapitel III bezeichneten Tätigkeiten zur Leistung seitens der Drittbenutzer Anlass geben können.

Artikel 14 bestimmt seinerseits, wer die Arbeitgeber — nachgeordnete Behörden und natürliche bzw. juristische Personen — sein können, und sieht vor, dass der König durch im Ministerrat verhandelten königlichen Erlass den dritten Arbeitskreis auf andere Kategorien als Arbeitgeber für anwendbar erklären kann.

Da die nationale Obrigkeit dafür zuständig ist, Massnahmen bezüglich des Einsatzes von Arbeitslosen festzulegen, verletzen die Artikel 13 und 14 nicht die in Artikel 6 § 1 IX 2° b des Sondergesetzes enthaltenen Zuständigkeitsvorschriften, indem der Anwendungsbereich des dritten Arbeitskreises festgelegt und der König zur Erweiterung dieses Anwendungsbereichs ermächtigt wird.

2.B5.1.b. Die Artikel 15 und 16 bilden den zweiten Teil von Kapitel III des abgeänderten königlichen Erlasses und bestimmen die Art und Weise der Intervention des Staates in bezug auf den Lohn bzw. das Gehalt der im dritten Arbeitskreis beschäftigten Arbeitnehmer. Artikel 15 bestimmt namentlich, dass der Arbeitgeber einen Teil des Lohns bzw. des Gehalts und der diesbezüglichen Sozialabgaben, die vom Staat getragen werden, zu übernehmen hat. Artikel 16 bestimmt, dass die die Entlohnung betreffenden Bedingungen vom Staat in einem im Ministerrat verhandelten königlichen Erlass festzulegen sind, und regelt die Modalitäten der Weiterzahlung der den Drittbenutzern auferlegten Leistung an das Landesamt für Arbeitsbeschaffung.

Indem die nationale Obrigkeit die Artikel 15 und 16 verabschiedet hat, ist sie innerhalb des Rahmens der Massnahmen, die sie als für die Festlegung der allgemeinen Bedingungen bezüglich des finanziellen Beitrags beim Einsatz von Arbeitslosen zuständige Obrigkeit ergreifen darf, geblieben und hat sie die Durchführungskompetenz der Regionen in dieser Angelegenheit nicht verletzt.

2.B5.1.c. Die Artikel 17 bis 19 bilden den dritten Teil von Kapitel III und regeln die Organisation des dritten Arbeitskreises.

Artikel 17 beauftragt das Landesamt für Arbeitsbeschaffung mit der Bezahlung des Lohns bzw. des Gehalts und der Sozialabgaben, sowie mit der Rückforderung des finanziellen Beitrags der Arbeitgeber. Er bestimmt ebenfalls, dass gewisse Arbeitgeber völlig oder teilweise von dem in Artikel 15 vorgeschriebenen finanziellen Beitrag befreit werden können. Diese Befreiung erteilen die für Beschäftigung und Arbeit und für den Haushalt zuständigen Minister auf Vorschlag eines interministeriellen Ausschusses, dessen Zusammensetzung vom König geregelt wird.

Die in Artikel 17 enthaltenen Bestimmungen überschreiten keineswegs die Zuständigkeit der nationalen Obrigkeit, die allgemeinen Massnahmen bezüglich des Einsatzes von Arbeitslosen zu treffen. Zu diesen Massnahmen gehören nämlich diejenigen, die vorschreiben, dass die Bezahlung des Lohns bzw. des Gehalts zu Lasten des Staates durch das Landesamt für Arbeitsbeschaffung — eindeutige nationale Einrichtung — vorgenommen wird, sowie diejenigen, die sich auf die Befreiung von dem finanziellen Beitrag der Arbeitgeber zur Bezahlung der Sozialabgaben beziehen.

Artikel 18 beauftragt den König mit der Festlegung des Einreichungs- und Prüfungsverfahrens sowie der Bedingungen der Genehmigungen der Anträge bezüglich des dritten Arbeitskreises. Die subregionalen Beschäftigungsausschüsse müssen in jedem Fall zu Rate gezogen werden. Die Genehmigung der Anträge durch die für Beschäftigung und Arbeit und für den Haushalt zuständigen Minister muss kraft einer motivierten Entscheidung erteilt werden, wenn sie nicht der von den besagten Ausschüssen abgegebenen Stellungnahme entspricht. Ausserdem bestimmt Artikel 18, dass die Regionalexekutiven an der Genehmigung der Anträge beteiligt werden müssen.

Die nationale Obrigkeit ist innerhalb der Grenzen ihrer Zuständigkeit geblieben, indem sie die Grundsätze des Verfahrens für die Einreichung und Prüfung der Anträge bezüglich der im dritten Arbeitskreis beschäftigten Arbeitnehmer geregelt hat.

Sie hat ihre Zuständigkeit genausowenig überschritten, indem sie die Intervention eines interministeriellen Ausschusses in das der Antragsgenehmigung vorangehende Verfahren vorgesehen hat; schliesslich hindert sie die Regionen nicht daran, ihre Durchführungskompetenz in bezug auf den Einsatz von Arbeitslosen auszuüben, da sie bestimmt, dass die Regionalexekutiven an der Genehmigungsentscheidung beteiligt werden müssen.

Zwar gehört die Genehmigung konkreter Projekte zur Durchführung von durch die nationale Obrigkeit festgelegten Massnahmen über den Einsatz von Arbeitslosen.

Auf Grund von Artikel 6 § 1 IX 2° des Sondergesetzes vom 8. August 1980 könnte davon ausgegangen werden, dass die Genehmigung konkreter Projekte zur Durchführungs- und Anwendungszuständigkeit der regionalen Obrigkeiten gehören würde.

Die Bestimmung von Artikel 6 § 1 IX 2° des Sondergesetzes vom 8. August 1980 darf jedoch nicht isoliert werden; vielmehr ist sie in Verbindung mit der Bestimmung von Artikel 6 § 4 3° zu betrachten, nach dem die Exekutiven sowohl an Massnahmen bezüglich des Einsatzes von Arbeitslosen als auch an der Genehmigung von Projekten « beteiligt werden », was zwangsläufig auch beinhaltet, dass die endgültige Entscheidung in dieser Hinsicht weiterhin der Zuständigkeit der nationalen Obrigkeit untersteht.

Artikel 18 Absatz 2 des angefochtenen königlichen Erlasses Nr. 473, der die Genehmigungszuständigkeit nach wie vor den für Beschäftigung und Arbeit und für den Haushalt zuständigen Ministern erteilt, ist daher genausowenig mit dem Fehler der Kompetenzüberschreitung behaftet.

Artikel 19 beauftragt das Landesamt für Arbeitsbeschaffung damit, die im dritten Arbeitskreis zu beschäftigenden Arbeitnehmer unter Berücksichtigung der Struktur der lange dauernden Arbeitslosigkeit im Ressort jedes einzelnen regionalen Arbeitsvermittlungsamtes vorzuschlagen.

Das Vorschlagen der im dritten Arbeitskreis zu beschäftigenden Arbeitnehmer stellt eine Einzelanwendungsmassnahme dar, die in Anwendung der die allgemeinen Bedingungen bezüglich des dritten Arbeitskreises festlegenden Vorschrift getroffen wird. Dadurch, dass die nationale Obrigkeit dem Landesamt für Arbeitsbeschaffung, einer der ausschliesslichen Kontrolle der nationalen Obrigkeit unterstehenden öffentlichen Einrichtung, die Zuständigkeit überträgt, die im dritten Arbeitskreis zu beschäftigenden Arbeitnehmer vorzuschlagen, überschreitet die nationale Obrigkeit ihren Zuständigkeitsbereich, weil sie die Regionen daran hindert, die ihnen obliegende Kompetenz hinsichtlich der Durchführung der Massnahmen für den Einsatz von Arbeitslosen auszuüben. Artikel 19 ist daher mit dem Fehler der Zuständigkeitsüberschreitung behaftet.

2.B5.1.d. Die Artikel 20 bis 22 bilden den vierten Teil von Kapitel III des abgeänderten königlichen Erlasses und regeln die Lage der im dritten Arbeitskreis beschäftigten Arbeitnehmer.

Artikel 20 Absatz 1 wendet die Bestimmungen des Gesetzes über die Arbeitsverträge vorbehaltlich einiger in Absatz 2 beschriebener Ausnahmen auf diese Arbeitnehmer an.

Der erste und zweite Absatz von Artikel 20 bleiben im Rahmen der der nationalen Obrigkeit zugewiesenen Zuständigkeit, die allgemeinen Massnahmen bezüglich des Einsatzes von Arbeitslosen zu treffen.

Artikel 20 Absatz 3 erteilt dem Generalverwalter des Landesamtes für Arbeitsbeschaffung die Zuständigkeit, die Arbeitsverträge zu genehmigen, nachdem der Direktor des subregionalen Arbeitsvermittlungsamtes überprüft hat, ob der Arbeitnehmer die Einstellungsbedingungen erfüllt.

So wie er abgefasst ist, schliesst Artikel 20 Absatz 3 die regionale Obrigkeit von dem Abschluss und der Genehmigung des Vertrags aus und behält der regionalen Obrigkeit keine Rolle bei der Vertragserfüllung vor. Artikel 20 Absatz 3 ist daher mit dem Fehler der Zuständigkeitsüberschreitung behaftet.

Die Artikel 21 und 22 regeln das Finanz- und Verwaltungsstatut des Arbeitnehmers und gewisse Einstellungsbedingungen.

Die nationale Obrigkeit, die dafür zuständig ist, die Massnahmen bezüglich des Einsatzes von Arbeitslosen zu treffen, ist dafür zuständig, das Finanz- und Verwaltungsstatut sowie die Einstellungsbedingungen der im dritten Arbeitskreis beschäftigten Arbeitslosen festzulegen.

2.B.5.1.e. Die Artikel 23 und 24 bilden den fünften Teil von Kapitel III, der von den auf den dritten Arbeitskreis anwendbaren Verwaltungssanktionen und Strafbestimmungen handelt.

Artikel 23 sieht Verwaltungssanktionen gegen Arbeitgeber vor, die Arbeitnehmer ohne Rücksicht auf die im Projekt des dritten Arbeitskreises beschriebenen Bedingungen beschäftigen. Er bestimmt auch, dass die Anwendung dieser Sanktionen gemäss den vom König festzulegenden Modalitäten dem Minister für Beschäftigung und Arbeit vorbehalten ist.

Die nationale Obrigkeit, die damit beauftragt ist, allgemeine Massnahmen zu treffen, ist zwar dafür zuständig, Verwaltungssanktionen vorzuschreiben, aber die Zuständigkeit, diese anzuwenden, stellt eine Durchführungsmassnahme im Sinne von Artikel 6 § 1 IX 2° b des Sondergesetzes vom 8. August 1980 dar und obliegt somit den Regionen.

Artikel 23 ist mit dem Fehler der Zuständigkeitsüberschreitung behaftet, insofern er dem Minister für Beschäftigung und Arbeit die Zuständigkeit für die Anwendung von Verwaltungsstrafen vorbehält.

Artikel 24 sieht Strafbestimmungen gegen Arbeitgeber vor, die die Beträge, die sie gemäss den Artikeln 15, 16 und 17 zu entrichten haben, auf den eingestellten Arbeitnehmer abwälzen.

Die in diesem Artikel von der nationalen Obrigkeit ausgeübte Zuständigkeit verletzt nicht die Bestimmungen von Artikel 6 § 1 IX 2° b des Sondergesetzes.

2.B.5.1.f. Artikel 25 ermächtigt den König, die Beamten zu bezeichnen, welche die Erfüllung der Bedingungen und Aufgaben überwachen, die im genehmigten Antrag für die Beschäftigung der Arbeitnehmer festgelegt sind.

Diese Bestimmung hindert die regionale Obrigkeit nicht daran, auch ihrerseits die Erfüllung der Bedingungen des dritten Arbeitskreises durch die Arbeitnehmer zu überwachen.

Wenn Artikel 25 also der nationalen Obrigkeit bestimmte Aufsichtsaufgaben zuweist, hindert diese Bestimmung die Regionen nicht daran, ihre ergänzende Zuständigkeit im Hinblick auf die Durchführung des Einsatzes von Arbeitslosen auszuüben. Somit überschreitet Artikel 25 nicht die Zuständigkeiten, die durch Artikel 6 § 1 IX 2° b des Sondergesetzes vom 8. August 1980 der nationalen Obrigkeiten zugewiesen sind.

2.B.5.2. Artikel 2 des königlichen Erlasses Nr. 473 ersetzt Artikel 25, des Kapitel IV des königlichen Erlasses Nr. 25 bildet, durch die neuen Artikel 26 und 27, die Übergangs- und Schlussbestimmungen enthalten.

Artikel 26 enthält eine Übergangsbestimmung, die keine Zuständigkeitsvorschrift verletzt.

Artikel 27 beauftragt die für die Beschäftigung und für den Haushalt zuständigen Minister mit der Durchführung des königlichen Erlasses Nr. 25. In Anbetracht der Nichtigerklärung von Artikel 19, Artikel 20 Absatz 2 und Artikel 23 des königlichen Erlasses durch vorliegendes Urteil kann dieser Auftrag nicht als Aneignung der Regionalkompetenz hinsichtlich des Einsatzes von Arbeitslosen aufgefasst werden.

2.B.5.3. Artikel 3 legt den Tag des Inkrafttretens des königlichen Erlasses Nr. 473 fest und enthält keine Verletzung der Zuständigkeitsverteilungsvorschriften.

2.B.5.4. So wie in allen Gesetzen oder Sondervollmächten erlassen werden auch hier in Artikel 4 nationale Behörden mit der Durchführung der national getroffenen Massnahmen beauftragt. In Anbetracht der teilweisen Nichtigerklärung des königlichen Erlasses Nr. 473 durch dieses Urteil kann dieser Auftrag nicht als Aneignung der Regionalkompetenz hinsichtlich des Einsatzes von Arbeitslosen aufgefasst werden.

2.B.6. Der Hof stellt einerseits fest, dass zum Zeitpunkt der Verabschiedung der angefochtenen Bestimmungen nur die nationale Obrigkeit im Verwaltungsbezirk Brüssel-Hauptstadt für die Beschäftigungspolitik zuständig war, und andererseits, dass der angefochtene königliche Erlass Nr. 473 in den drei Regionen des Landes anwendbar ist. Deshalb wird die Nichtigerklärung der Artikel des königlichen Erlasses Nr. 473 auf die Wallonische sowie auf die Flämische Region beschränkt.

2.B.7. Im Hinblick auf die Rechtssicherheit, mit dem Ziel, die Rechtsstellung der im dritten Arbeitskreis beschäftigten Arbeitnehmer zu sichern, soll im Wege der Allgemeinverfügung die Rückwirkung der Nichtigerklärung der Artikel eingeschränkt werden, und zwar gemäss Artikel 124 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedsgerichtshof, in Anwendung von Artikel 6 Absatz 2 des Gesetzes vom 28. Juni 1983 über die Organisation, die Zuständigkeit und die Arbeitsweise des Schiedsgerichtshofes.

Aus diesen Gründen :

Der Hof

1. erklärt Artikel 4 2° des Gesetzes vom 30. März 1987 zur Bekräftigung der königlichen Erlasse, festgelegt in Ausführung von Artikel 1 des Gesetzes vom 27. März 1986 zur Gewährung bestimmter Sondervollmachten an den König, insofern diese Bestimmung Artikel 19, Artikel 20 Absatz 3 und Artikel 23 des königlichen Erlasses Nr. 473 vom 28. Oktober 1986 zur Abänderung, was den dritten Arbeitskreis betrifft, des königlichen Erlasses Nr. 25 vom 24. März 1982 zur Schaffung eines Programms zur Förderung der Beschäftigung im nichtgewerblichen Sektor, bekräftigt, sowie besagte Artikel 19, Artikel 20 Absatz 3 und Artikel 23 des erwähnten königlichen Erlasses, insofern diese Bestimmungen für die Wallonische Region und für die Flämische Region gelten, für nichtig;

2. weist die Klagen im übrigen zurück;

3. erhält die Folgen der somit für nichtig erklärten Bestimmungen angesichts aller Verträge, die vor dem Tag der Veröffentlichung dieses Urteils auf Grund der angefochtenen Normen entstanden sind, endgültig aufrecht.

So ausgesprochen in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäss Artikel 124 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedsgerichtshof und Artikel 55 des Gesetzes vom 28. Juni 1983 über die Organisation, die Zuständigkeit und die Arbeitsweise des Schiedsgerichtshofes, in der öffentlichen Sitzung vom 2. Februar 1989.

Der Kanzler,
H. VAN DER ZWALMEN

Der Vorsitzende,
E. GUTT,